



Alsace,  
Lorraine,  
Champagne-  
Ardenne,  
Franche-Comté



## Articles des réseaux d'élevage dans la presse régionale

ANNEE 2015

Année 2015

Articles des réseaux d'élevage dans la presse régionale

## ONT CONTRIBUÉ À CE DOSSIER

Fabien Leroux, Christian Moulin, Daniel Couéffé, Jean-Marc Zsitko, Fanny Mesot, Marcel Albert, Rémi Georgel, , Dominique Caillaud, Jöel Martin, Faustine Desne, Gilles Saget, Florian Boyer, Arnaud Deville, Céline Wachet, Benoît Dumet, Gwendoline Voilqué, Laurence Echevarria, Aline Rouleau, Alain Demoulin, Marine Rosselle, Lucie Legroux, Laurent Keller, Pascal Carillet, Christelle Vaillant, Jean Pierre Saulet Moës, Dominique Candau.

### Maquette :

Annette Castres (Institut de l'Élevage)

### Crédits photos :

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

## Articles des réseaux d'élevage dans la presse régionale

Année 2015

### SOMMAIRE

<b>Avertissement .....</b>	<b>4</b>
<b>Production Bovins Lait .....</b>	<b>5</b>
Repères économique pour les exploitations laitières en 2014 .....	7
Concentrés : stop au gaspillage.....	11
Sécheresse et crise du lait : quelle stratégie j'adopte ? .....	15
Un système atypique et performant au lycée agricole de Pixérécourt .....	19
Robot de traite : Maintenir une part de pâturage reste intéressant économiquement .....	23
2015 : Année noire pour les éleveurs laitiers .....	25
<b>Production Bovins Viande.....</b>	<b>29</b>
Produire des jeunes bovins - À partir de broutards : quelle alimentation ? quel intérêt économique ? .....	31
En 2015, il aura fallu s'adapter pour être moins impacté !.....	35
<b>Production Ovins Viande .....</b>	<b>39</b>
Une bonne complémentarité entre 2 ateliers herbivores .....	41
Mortalité des agneaux, des moyens de prévention existent .....	43
Dérobées et production ovine - La couverture des sols : une contrainte qui devient un atout.....	45
S'adapter pour nourrir les brebis cet hiver ? .....	47
Conjoncture ovine 2015 : Une année favorable pour la production d'agneaux de bergerie .....	49

## AVERTISSEMENT

Ce document rassemble 13 articles produits collectivement dans le cadre des réseaux d'élevage de l'Est de la France : dispositif partenarial de recherche développement entre les Chambres d'Agriculture et l'Institut de l'Élevage. Ces articles sont diffusés régulièrement grâce aux journaux agricoles départementaux :

### **En Alsace :**

- > L'Est Agricole et Viticole
- > Le Paysan du Haut-Rhin

### **En Champagne-Ardenne :**

- > Agri-Ardennes
- > La Revue Agricole de l'Aube
- > La Marne Agricole
- > L'Avenir Agricole et Rural

### **En Lorraine :**

- > Le Paysan Lorrain
- > La Vie Agricole de la Meuse
- > La Moselle Agricole
- > Le Paysan Vosgien

### **En Franche-Comté (pour les articles de la filière ovine)**

- > La Terre de chez nous
- > La Haute-Saône Agricole
- > Le Jura Agricole et Rural

## PRODUCTION BOVINS LAIT

- **Repères économiques pour les exploitations laitières en 2014**
- **Concentrés : stop au gaspillage**
- **Sécheresse et crise du lait : quelle stratégie j'adopte ?**
- **Un système atypique et performant au lycée agricole de Pixérécourt**
- **Robot de traite : maintenir une part de pâturage reste intéressant économiquement**
- **2015 : année noire pour les éleveurs laitiers**



## REPÈRES ÉCONOMIQUES POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES EN 2014

Après deux années consécutives de baisse, les éleveurs laitiers ont vu leur revenu augmenter en 2014 sauf pour ceux qui avaient beaucoup de cultures de vente. En effet le prix du litre de lait a augmenté de 20 à 25 €/mille litres alors que le prix des cultures de vente a subi une forte baisse. Comme tous les ans à la même époque, il nous paraît donc nécessaire de fournir, aux éleveurs laitiers qui reçoivent leur comptabilité 2014, des repères économiques qui permettent de se situer dans la globalité de leur exploitation.

Sur ces dernières années les démarches analytiques tels que les coûts de production, les prix de revient, les coûts alimentaires, les marges brutes au litre de lait, etc...ont largement été vulgarisées. Elles permettent d'analyser finement chaque composante de son atelier afin de les comparer à une référence ou à d'autres exploitations de même type pour en déduire les postes à améliorer. Mais pour éviter toute erreur d'interprétation, il est indispensable au préalable de s'assurer de la cohérence entre les différents ateliers de son exploitation. L'analyse globale reste donc indispensable pour s'assurer de l'efficacité économique de son exploitation.

### Du produit à l'EBE en passant par les charges proportionnelles

Avant de situer vos résultats par rapport à nos repères, il paraît nécessaire de définir quelques critères.

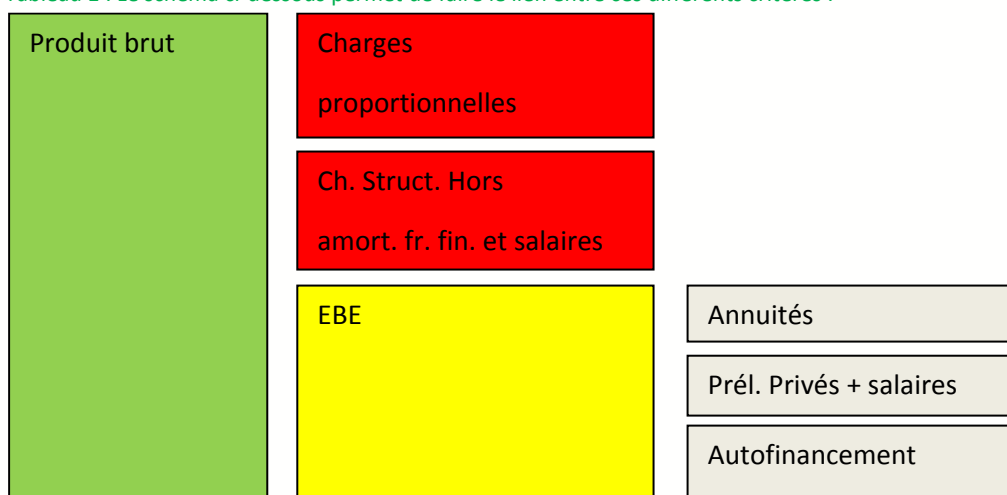
**Le produit** correspond à l'ensemble des ventes de l'exploitation auxquelles il faut ajouter les variations de stocks, l'autoconsommation, les cessions internes, les indemnités compensatoires PAC et les produits divers.

**Les charges proportionnelles** sont les charges liées directement à la production : engrais, semences, traitements, assurance grêle, aliments (y compris céréales autoconsommées au prix de cession) et frais d'élevage.

**Les charges de structure hors amortissements frais financiers et salaires** sont les charges fixes nécessaires au fonctionnement de l'exploitation : carburants, entretien, travaux par tiers, fermage, frais généraux et MSA

**L'excédent brut d'exploitation (EBE)** est l'indicateur le plus synthétique de l'efficacité économique de l'exploitation ; à nuancer cependant en fonction de la part plus ou moins importante de travaux par tiers. L'EBE doit permettre d'honorer les annuités de l'exploitation, de couvrir les prélèvements de la famille et en année normale, il doit laisser place à une part d'autofinancement (de 5 à 7 % du PB).

Tableau 1 : Le schéma ci-dessous permet de faire le lien entre ces différents critères :



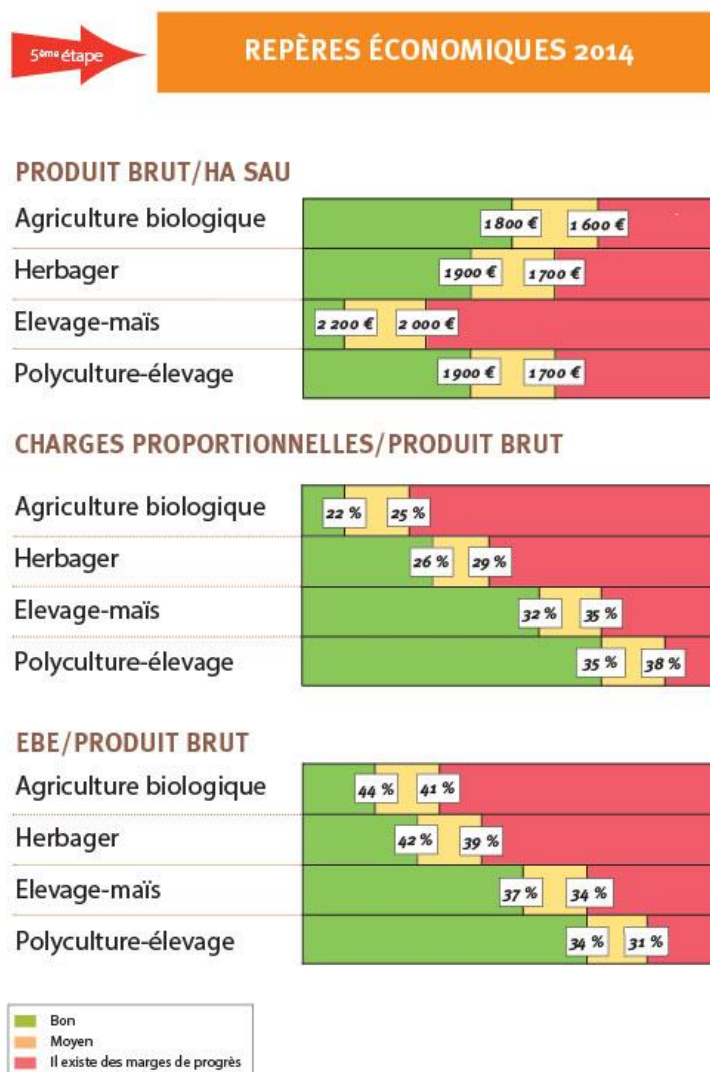
### Déterminez le système auquel vous appartenez...

A partir du suivi des fermes de références, les Réseaux d'Élevage Bovin Lait fournissent à l'ensemble des éleveurs laitiers des repères économiques en fonction de la typologie simplifiée suivante :

- **système agriculture biologique** : ces exploitations conduisent leur exploitation en respectant le cahier des charges de l'agriculture biologique,
- **système herbager** : ces exploitations se caractérisent par l'absence de maïs ensilage, il peut y avoir présence ou non d'un atelier viande et les cultures de vente ne dépassent pas 40 à 50 ha.
- **système élevage-maïs** : dans ces exploitations le lait est produit en partie avec du maïs ensilage, il peut y avoir présence ou non d'un atelier viande et les cultures de vente ne dépassent pas 30 à 40 ha,
- **système polyculture élevage** : l'atelier cultures de vente compte plus de 40 ha et on peut aussi y trouver un atelier viande de plus ou moins grande dimension.

### ...et situez vos résultats économiques 2014 sur les repères.

Le tableau ci-dessous présente des repères économiques pour les 3 principaux critères importants dans le fonctionnement global d'une exploitation.





En 2014, l'amélioration de la conjoncture lait favorise aussi le niveau de produit des systèmes élevage maïs.

Le produit par ha traduit le niveau d'intensification global de l'exploitation. Dans les fermes laitières, il est en général d'autant plus important que la densité de lait produit par hectare et le chargement animal sont élevés. C'est ce qui explique la différence entre les systèmes biologiques et herbagers d'une part et élevages maïs d'autre part. En 2014, l'amélioration de la conjoncture lait favorise aussi le niveau de produit des systèmes élevage maïs.

A l'inverse la baisse du prix des céréales limite le niveau de produit des systèmes polyculture-élevage. Dans les exploitations ayant un produit insuffisant, les raisons sont à rechercher dans les différents points suivants : système non optimisé (choix, niveau d'intensification et cohérence entre les différents ateliers herbivores par rapport aux surfaces fourragères disponibles), quantité de lait produite, mauvaise qualité du lait, faible chargement, poids de carcasse insuffisants ou des rendements céréaliers inférieurs aux moyennes de l'année.

En 2012 et 2013, le ratio charges proportionnelles sur produit s'est dégradé sensiblement. En 2014, il s'améliore légèrement suite à un léger retrait des prix des intrants (engrais et concentrés). Malgré tout, suite aux mauvaises conditions agro-climatiques de ces 3 dernières années et à des conjonctures chahutées, ce ratio n'est plus aussi favorable aux exploitations. Avant 2012, l'objectif se situait en dessous des 30 %. En 2014, ce ratio est de 32 % et 35 % dans les systèmes élevage-maïs et polyculture-élevage. Ce qui bien sûr entraîne une baisse de l'efficacité économique (EBE / produit) : objectif supérieur à 40 % il y a quelques années contre 37 et 34 % aujourd'hui. Lorsque les charges proportionnelles sont trop élevées, il faut rechercher les marges de progrès du côté des pratiques de rationnement animal, des plans de fumure, des traitements phyto sanitaires ou des quantités de semences.

Un faible EBE peut bien sûr être la conséquence d'une productivité insuffisante et/ou d'un excès de charges proportionnelles mais cela peut également provenir d'un excès de dépenses de structure et le principal poste à surveiller est la mécanisation. Les dépenses de structures dépendent de plusieurs facteurs liés aux activités de l'exploitation mais aussi des choix stratégiques des chefs d'exploitations (recours aux travaux par tiers, politique de renouvellement du matériel...). Certains leviers peuvent être actionnés pour optimiser au mieux ces dépenses (choix fiscaux, mutualisation du matériel, dimensionnement des moyens de productions...). Mais attention aux équipements liés à des choix fiscaux qui peuvent entraîner de lourdes annuités pendant de longues années, pas toujours compensées par les allègements fiscaux envisagés.

Si votre EBE ne suffit pas à faire face à vos prélèvements privés, à vos annuités et à votre autofinancement, il est alors urgent de prendre contact avec votre conseiller de Chambre d'Agriculture afin de réaliser une analyse globale de votre exploitation pour déceler les pistes d'amélioration, recalibrer votre système et mettre en place des itinéraires techniques performants et économes.

**Les prix agricoles varient très fortement d'une année à l'autre et un manque de vigilance dans la conduite de votre exploitation peut vite fragiliser la situation financière. Dans ces périodes d'incertitudes ou de nombreux outils analytiques sont disponibles pour vous aider à gérer vos ateliers, il ne faut pas oublier les fondamentaux ; l'analyse globale de votre exploitation en fait évidemment partie.**



## CONCENTRÉS : STOP AU GASPILLAGE

**De très nombreuses comptabilités d'exploitations laitières mettent en évidence des charges de concentrés trop importantes. La fin des quotas laitiers, avec l'attribution de litrages supplémentaires par certaines laiteries, ne fait qu'accroître ce phénomène. Dans un contexte économique difficile, il est urgent de changer de stratégie en limitant l'utilisation des concentrés qu'ils soient achetés ou produits sur l'exploitation.**

Sur ces derniers mois, certaines exploitations ont été encouragées à produire plus de lait. Pour bon nombre d'éleveurs, le premier réflexe a été d'augmenter la production par vache en apportant davantage de concentrés. Au final, compte tenu du prix du litre de lait et celui des concentrés, beaucoup d'agriculteurs n'ont rien gagné.

### Les derniers kg de concentré ne sont pas toujours efficaces

Les principes de base du rationnement sont les suivants : on calcule les apports énergétiques et azotés fournis par les fourrages. On corrige ensuite cette ration de base, le plus souvent avec du correcteur azoté pour les rations à base de maïs. Puis au-delà de cet équilibre, on apporte du concentré de production (du commerce ou fermier) à raison de 1 kg pour 2,5 litres de lait supplémentaires jusqu'à la satisfaction des besoins de la vache en rationnement individuel ou du troupeau en ration complète. Mais en pratique les apports de concentrés répondent à la loi des rendements décroissants : plus les animaux consomment de concentrés au départ, plus la réponse laitière à une augmentation de concentré sera faible. Dans la plupart des élevages avec du maïs ensilage, on atteint ou dépasse les 220 g de concentrés par litre de lait (par exemple 6 à 7 kg de concentré pour 30 litres de lait). A ces niveaux, la réponse est faible techniquement (moins de 0,5 l / kg de concentré) et négative économiquement.

Le levier concentré n'est donc pas aussi efficace qu'on le pense, en raison d'une réponse laitière beaucoup plus limitée que celle imaginée. Ainsi, Vous devez produire votre lait en utilisant au maximum les fourrages et concentrés produits sur votre exploitation et en limitant les achats extérieurs. Cette devise peut paraître simpliste mais elle demeure une valeur sûre pour obtenir une bonne efficacité économique.

Dans les rations à base de maïs, la complémentation azotée est indispensable. Il faudra alors utiliser du tourteau de soja ou des mélanges de tourteaux qui pourront en partie être remplacé par des drèches de brasserie. En revanche, le déficit en énergie est faible et un apport limité de céréale peut suffire. Si vous cultivez des céréales, l'achat d'énergie à l'extérieur sous forme de concentré de production (VL 18) ou de coproduit énergétique est la plupart du temps une aberration économique car l'économie sur le coût alimentaire permet rapidement de rentabiliser l'investissement dans un aplatisseur et une cellule de stockage.

### En pratique...

Sur le tableau ci-dessous vous retrouverez quelques rations de base types équilibrées :

Type de ration	100 % maïs	75 % maïs	50 % maïs	50 % herbe	100 % foin
Ration équilibrée à	27 litres	25 litres	24 litres	22 litres	20 litres
Ens. maïs (kg MS)	à volonté	à volonté	à volonté		
Ens. herbe (kg MS)		3,0	7,0	à volonté	
Foin (kg MS)	2,5	1,7	1,0	3,5	à volonté
Regain (kg MS)				3,5	3,5
Correcteur azoté (kg)	2,8	2,4	1,8	0,5	0,5
Céréales (kg)			0,5	3,0	3,0

Au-delà de l'équilibre, l'éleveur distribuera à chaque vache, en fonction de son niveau de production, de 0 à 5 kg de concentré équilibré (fermier de préférence). Au-delà de 5 kg, la substitution, les interactions digestives et surtout le prix du concentré font qu'il n'est économiquement pas intéressant d'en distribuer plus.

Avec un robot de traite, on retirera 1 kg de correcteur azoté de l'auge pour le mettre au robot afin que chaque vache, même les moins productives, ait au minimum 1 kg de concentré dans la stalle.

Pour des raisons pratiques de distribution (absence de DAC, de cornadis ou de distributeurs en salle de traite), certaines exploitations conduisent leur troupeau en ration complète. Si les vêlages sont bien groupés ce type de rationnement convient bien même avec de hauts niveaux de production. Par contre avec des vêlages étalés, les dérapages en concentrés sont fréquents. Pour les limiter, il faudra baisser le niveau de la ration et surtout la densité azotée afin de ne pas faire maigrir les fortes productrices et accepter de traire davantage de vaches. Dans tous les cas des rations complètes avec des densités énergétiques supérieures à 0,92 UFL/kg MS et 95 g PDI/kg MS sont malheureusement trop onéreuses et non rentables avec un prix du lait faible et des concentrés chers.

### Des repères de concentrés à respecter

Sur le tableau ci-dessous, les Réseaux d'Elevage vous proposent des recommandations d'apports de concentrés en fonction du système fourrager dans lequel vous vous situez et en fonction du niveau de production de votre troupeau. Ces références sont facilement accessibles par l'ensemble des éleveurs laitiers de notre région. En cas de dépassement de ces seuils, on considère que la marge dégagée par l'atelier lait se dégrade et que l'exploitation perd de l'argent.

**3<sup>ème</sup> ÉTAPE**

**GRILLE DE COHÉRENCE DE CONCENTRÉ  
VACHES LAITIÈRES PRIM'HOLSTEIN ET MONTBÉLIARDES**

Lait/vache (Moy. CL) kg	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000	10 000
Régime alimentaire (Moy. éco.) l	(4 500)	(5 400)	(6 300)	(7 200)	(8 100)	(9 000)
<b>PÂTURE - MAÏS</b> (Pâturation exclusive du 1/5 au 1/8 et au moins 10 kg de MS maïs en hiver)		650 108 120	900 129 143	1 200 150 167	1 550 172 191	
<b>PÂTURE - MAÏS/HERBE</b> (Pâturation exclusive du 1/5 au 1/8 et moins de 10 kg de MS maïs en hiver)		800 133 148	1 000 143 159	1 350 169 188		
<b>TOUT HERBE</b> (Pâturation - ensilage d'herbe et/ou enrubannage et/ou foin)	700 140 156	1 200 200 222	1 700 243 270			
<b>MAÏS TOUTE L'ANNÉE</b> (Zéro pâturation ou pâturation très limitante et au moins 11 kg de MS maïs)			1 000 143 159	1 300 163 181	1 650 183 204	2 000 200 222
<b>MAÏS/HERBE TOUTE L'ANNÉE</b> (Pâturation limitante et moins de 11 kg de MS maïs en hiver)		850 142 157	1 100 157 175	1 350 169 188	1 650 183 204	

**1 350 kg/VL/an  
169 g/kg  
188 g/l**

Mais de nombreux éleveurs font des apports en concentrés nettement supérieurs à ces préconisations. Cette dérive peut avoir d'autres origines qu'une augmentation du droit à produire : recherche de performances élevées, des rations complètes avec des vêlages de plus en plus étalés, le cumul de plusieurs matériels de distribution (DAC et mélangeuse), l'utilisation d'un robot de traite saturé (au-delà de 65-70 vaches par stalle) ou tout simplement une gestion pas assez rigoureuse. Aujourd'hui ces pratiques doivent être mises de côté, les trésoreries des exploitations laitières ne pouvant plus assumer ces dérapages.

### S'adapter au contexte économique

En 2000, l'exploitation moyenne du Réseau d'Elevage devait livrer 600 litres de lait pour payer 1 t d'aliment. En 2013, elle devait en livrer 950 litres ! Ce contexte défavorable doit donc faire changer les pratiques. En période défavorable (prix du lait faible et du concentré élevé), la quantité de lait livrée ne doit pas forcément être le premier objectif à atteindre. Au contraire, il ne faut pas hésiter à réduire ses apports de concentrés par rapport aux préconisations (en respectant l'équilibre énergie-azote) même si on risque une baisse du lait par vache. Par exemple avec une ration 2/3 maïs et 1/3 herbe, 2,5 kg de tourteau peuvent suffire. Certes vous ne produirez pas 10 000 kg par vache mais suivant la qualité des fourrages vous devriez être entre 7 000 et 8 000 kg par vache avec une marge nettement supérieure. Ainsi, il est préférable de produire 400 000 litres de lait à 240 €/mille litres de marge brute (96 000 €) que 500 000 litres de lait à 170 €/mille litres (85 000 €) à système fourrager identique et dans les mêmes conditions de bâtiment.

L'augmentation du lait par vache n'est donc pas du tout un gage d'efficacité économique. En effet au-delà de 9 000 kg/vl en système maïs, l'accroissement de production se fait avec une faible efficacité du concentré qui se traduit sur le terrain par une détérioration de la marge économique de ces élevages



*Concentrés, apporter juste ce qu'il faut*



## SÉCHERESSE ET CRISE DU LAIT : QUELLE STRATÉGIE J'ADOpte ?

Cette campagne, les éleveurs laitiers de la région sont doublement frappés. Il y a d'abord le prix du lait qui ne permet pas de rémunérer le travail des éleveurs et qui place bon nombre d'entre eux dans des situations financières très difficiles. Ensuite, cette crise est amplifiée par les effets de la sécheresse dont nous mesurons aujourd'hui l'ampleur et qui va renchérir le coût de production du lait dans les mois à venir.

**Quelle peut être l'attitude des éleveurs laitiers ? Comment peuvent-ils s'adapter à ce contexte ? Quels leviers mettre en œuvre face à cette double difficulté de prix et de pénurie fourragère ? Afin de répondre en partie à ces questions, les Réseaux d'Élevage bovins lait ont quantifié le déficit fourrager attendu et se sont interrogés sur la stratégie à mettre en œuvre dans ce contexte de crise économique où les trésoreries sont très tendues.**

Les mauvaises conditions climatiques n'ont pas impacté toutes les petites régions agricoles de façon uniforme. Elles ont sévi en 2 fois, d'abord avec des pics de fortes chaleurs (t° maxi de 35° en moyenne sur la 1ère semaine de juillet) qui ont grillé les prairies en végétation et stoppé la pousse des maïs, puis la sécheresse qui s'est invitée jusqu'à la mi-août. Les plateaux Lorrain et Barrois avec des sols plus superficiels ont davantage souffert durant ces 2 mois d'été.

### **Un déficit fourrager attendu de plus d'une tonne de matière sèche par UGB.**

Les conditions de printemps ont été conformes pour la production des prairies que ce soit au pâturage ou pour les récoltes de 1ères coupes, foin ou ensilages. Dès le début juillet, la pousse d'herbe est stoppée, il n'y a pas eu de 2èmes coupes récoltées et il a fallu affourager en pâture la quasi-totalité des animaux.

Quant aux maïs, la période estivale leur a été très préjudiciable avec des conséquences hétérogènes, même à l'échelle de l'exploitation. La baisse de rendement peut s'établir jusqu'à -60% de la normale selon les exploitations, avec une richesse en grain aléatoire, voire proche de zéro sur certaines parcelles. Les stocks de report seront bien entamés et ne permettront pas toujours de faire une transition alimentaire optimale.



*Ensilage de maïs : jusqu'à 60% de moins que la normale !*

Nous avons chiffré le déficit attendu sur une exploitation laitière de la région. La surface est de 101ha de SAU dont 58 ha en prairies permanentes et 13 ha en maïs ensilage ; les 400 000 litres de lait sont produits avec un troupeau de 57 vaches PH à 7200 l de lait/an. Dans cette exploitation, le déficit fourrager serait de plus de 100 tMS, soit 1 tMS/UGB. Il résulte de récoltes plus faibles de 56 tMS (-20 % par rapport à la normale) et de l'affouragement supplémentaire en été de 45 tMS. Le stock d'ensilage de maïs à l'entrée hiver sera déficitaire de 78 tMS, soit d'un peu plus de 50 % d'une récolte en année normale.

### ***1<sup>ère</sup> stratégie : l'éleveur achète du maïs sur pied***

Dans cette hypothèse, l'éleveur dispose d'une trésorerie suffisante et a la volonté de produire son volume de lait contractualisé avec sa laiterie. Il va chercher à maintenir au mieux sa production laitière en comblant le déficit fourrager dès que possible avec l'achat de maïs auprès de céréaliers voisins (78 tMS à 85 €/t) ainsi que l'achat de foin (23 tMS à 80 €/t). Les achats sont prévus pour combler le déficit fourrager jusqu'à la prochaine récolte des ensilages de maïs en 2016.

Les mauvaises conditions de fécondation des épis vont entraîner un déficit de qualité des ensilages. La correction des rations devra nécessiter un supplément de céréales de 1 kg par vache et par jour (soit 5,2t sur l'année 2015). Malgré cette correction, on peut s'attendre à une baisse de production de 300 l par VL sur les mois d'hiver, dont la moitié s'appliquera à l'année 2015.

### **Les résultats économiques attendus en 2015 et 2016**

Les calculs réalisés prennent en compte l'effet de la conjoncture des prix en 2015 mais font le pari d'un retour à la normale en 2016 sur les bases de la conjoncture et des rendements céréaliers de 2014.

L'impact de la crise est très élevé pour l'année 2015 avec un revenu en baisse de 27 000 € dont près des ¾ est imputable à la crise des prix des produits animaux, le quart restant provient de l'impact de la sécheresse. En 2016, seul l'effet de la sécheresse pénalise le revenu. En cumulé sur les deux années, la baisse de revenu serait de près de 30 000 €. La trésorerie des exploitations serait donc fortement sollicitée cet automne quand il faudra compenser le déficit fourrager.

L'effet de la sécheresse pénalise fortement la trésorerie de l'exploitation en fin 2015 de 12 000€ : des achats d'aliments (78 tMS de maïs, 23 tMS de foin et 4,5 t céréales) et des ventes de lait en moins (8550 l à 328 €/1000l). La baisse de trésorerie continue de se faire sentir en début 2016 avec moins de ventes de lait (8550 l à 378 €/1000l) et des achats de concentrés qui perdurent jusqu'à la mise à l'herbe (+6,6 t céréales).

### ***2<sup>ème</sup> stratégie : l'éleveur s'adapte pour acheter le moins possible***

L'éleveur ne souhaite pas ou ne dispose pas de trésorerie permettant de compenser le déficit fourrager par de l'achat de maïs sur pied ou autres coproduits de substitution. Il accepte alors de diminuer de façon plus sensible la production de ses vaches (-500 kg dont la moitié va affecter la production 2015 et l'autre moitié en début 2016).

Les fourrages nobles (ensilage de maïs, ensilages d'herbe, foin et regain) sont réservés aux vaches laitières. Les génisses reçoivent une ration à base de paille corrigée avec les céréales stockées, ce qui se traduit par une forte augmentation des besoins en concentrés pour ces animaux. Le déficit en fourrages perdure après la mise à l'herbe suivante et il sera corrigé par deux hectares d'ensilage de céréales immatures distribué jusqu'à la nouvelle récolte des maïs.

### **Les résultats économiques attendus en 2015 et 2016**

Comparé au premier scénario, l'impact économique serait légèrement plus faible pour le revenu de 2015 (-23 000 contre -27 000 €) mais se prolongerait de façon plus importante en 2016 (-7 700 € contre -2 500 €). En cumulé, avec nos hypothèses, cette stratégie pénaliserait légèrement plus le revenu des éleveurs par rapport à celle qui consiste à acheter pour produire leur volume contractualisé, + 1200 € sur 2 ans.



L'impact de la sécheresse sur la trésorerie en fin 2015 s'élève à 9900 € à cause du lait produit en moins (14250 l) et des charges d'aliments en plus (50 tMS de paille, 25 tMS de foin, 24 t céréales). Par contre, il économise 5,1 t de correcteur azoté. Sur le début 2016, le besoin de trésorerie est de 5900€, soit 14250 l de lait en moins et 25t de céréales en plus. Avec du lait produit à base d'herbe puis de céréales immatures en été, l'éleveur économise 9,7 t de correcteur azoté.

### **En conclusion**

**La baisse de revenu prévue sur 2015 est due en grande partie à la mauvaise conjoncture laitière qui n'est pas compensée par les économies de charges permises par la baisse du coût de l'énergie.**

**La sécheresse qui s'invite cet été vient alourdir les problèmes de trésorerie des exploitations laitières en fin 2015. L'écart de revenu obtenu entre ceux qui achètent pour produire et ceux qui font le choix de rester autonomes quitte à produire moins de lait est minime, il est estimé à +1200€ sur 2015 et 2016 en faveur de ceux qui font le choix de produire. Cet avantage est bien fragile face aux incertitudes de l'élevage et des marchés.**

**Les deux situations aboutissent à un niveau de revenu quasiment équivalent, alors le choix de stratégie à adopter devra prendre en compte :**

- **la trésorerie disponible permettant à court terme de reconstituer les stocks pour maintenir la production laitière tout en conservant la capacité de faire face aux besoins de l'exploitation à moyen terme.**
- **la capacité à trouver des fourrages de qualité ou des coproduits de substitution à un prix raisonnable.**
- **la contractualisation du lait produit par l'achat de fourrages (quota A ou quota B). Il ne sera pas économiquement rentable d'acheter des fourrages pour vendre du lait payé au prix du cours mondial.**



## UN SYSTÈME ATYPIQUE ET PERFORMANT AU LYCÉE AGRICOLE DE PIXÉRÉCOURT

**Arrêt du maïs ensilage, pâturage intégral sans concentré du 1er avril au 10 octobre et ensilage d'herbe préfané en hiver, voilà ce que mangent les 65 vaches laitières du lycée agricole de Pixérécourt en zone péri-urbaine au nord de Nancy. Mais cela donne quoi sur le plan technique et au niveau économique ?**

Lors d'un premier article paru en 2007, nous avons relaté le changement de cap de cette exploitation qui était passée d'un système avec du maïs toute l'année et des vaches très performantes à un système avec une part importante de pâturage (silo de maïs fermé du 15 avril au 15 août), du maïs en hiver et des vaches moins productives. La surface en maïs et en céréales avait été réduite au profit des prairies temporaires. La production par vache était alors passée de 8 300 l à 6 700 l, la quantité de concentré par vache de 1 400 kg à 720 kg et le nombre de vaches avait augmenté. A l'époque, malgré, la baisse des cultures de vente, l'EBE s'est amélioré de 7 600 €. Les avis sur ce changement de stratégie étaient très partagés. Certains paraissaient sceptiques alors que d'autres trouvaient ces premiers résultats très encourageants. Alors qu'en est-il vraiment 8 ans après ?

**De 8 300 l par vache avec du maïs à 5 600 l avec de l'herbe.**

Voici la carte de visite de l'exploitation : 90 ha de prairies (80 % de temporaires), 50 ha de céréales, 142 ha d'estive (équivalent à 17 ha de prairie permanente), 65 vaches laitières, 380 000 litres de lait produit, 200 brebis, 1 chef d'exploitation et 2 salariés.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'ensilage de maïs sur l'exploitation. Une grosse partie des terres labourables situées à proximité des bâtiments d'élevage ont été mises en prairie temporaire afin de développer encore davantage le pâturage. Ainsi, les vaches disposent d'une cinquantaine d'hectare d'herbe. « Du 1er avril au 10 octobre, nos vaches sont nourries exclusivement avec de l'herbe pâturée et ne reçoivent pas de concentré », commente Bernard ANTOINE responsable du troupeau laitier. « Un troupeau qui pâture, c'est l'ensileuse et l'épandeur à fumier en simultané, sur le plan économique il n'y a pas plus efficace ». Mais attention, le pâturage ne s'improvise pas et demande une certaine technicité. Les éleveurs ont opté pour le pâturage tournant sur des prairies permanentes et des prairies temporaires avec des mélanges graminées légumineuses. Chaque vache dispose de 20 à 30 ares selon la pousse de l'herbe du 1er avril au 1er juin, 50 à 60 ares du 1er juin au 1er août et 70 ares du 1er août au 10 novembre. En période sèche, de l'enrubannage peut compléter le pâturage. Le silo d'ensilage d'herbe préfané à 55 % MS est ouvert au 1er octobre au début des vêlages jusqu'au 1er avril fin des vêlages. Sur cette période les vaches reçoivent de 0 à 5 kg de concentré fermier au DAC (environ 2 kg en moyenne). L'ensilage d'herbe est distribué une fois par semaine grâce au désilecube et l'auge double mobile libre service. Sur 2014, les vaches ont produit 5 600 l de lait avec seulement 420 kg de concentré (dont seulement 80 kg de tourteau) ! Ainsi grâce à une très bonne gestion du pâturage et un ensilage d'herbe de qualité (forte proportion de légumineuse), on peut fortement réduire le concentré.

Durant ces 8 dernières années, les éleveurs ont également décidé de remplacer leurs prim'holstein très à l'aise avec le maïs ensilage par des vaches plus rustiques adaptée à l'herbe. Ils ont ainsi opté pour le croisement rotatif avec 5 races : prim'holstein, jersiaise, montbéliarde, normande, rouge scandinave.

Les génisses sont conduites en vêlage 26 mois avec une alternance de régime hivernaux à base de foin ou d'enrubannage et de période de pâturage qui peuvent commencer dès mars si les conditions climatiques le permettent et se terminer fin novembre.

Les 200 brebis en système agneaux de bergerie permettent de valoriser les 142 ha du plateau de Malzéville et servent d'ajustement sur les autres prairies avec une bonne complémentarité entre bovins et ovins. Comme pour les vaches et les génisses, la priorité est mise sur le pâturage. « **Nos brebis**

**sont au bâtiment uniquement du 1er novembre au 15 janvier** », commente Blandine DAUTRUCHE responsable du troupeau ovin. Deux tiers des agnelages ont lieu en novembre et un tiers de mi-janvier à mi-février.

Ainsi, les têtes de rotation qu'étaient le maïs et le colza ont été abandonnées au profit de rotations à base de prairies temporaires. Par exemple à proximité du bâtiment, 5 années de mélange graminées légumineuses suivies d'une année de blé. Pour les prés de fauche : 3 années de mélange ray-grass hybride trèfle violet suivies d'une année d'orge d'hiver. Pour les sols argilo calcaires plus éloignés, 3 à 4 années de mélange luzerne fléole suivies de 2 blés et 1 orge d'hiver.

**« Grâce aux rotations avec nos temporaires, nous avons réduit nos intrants sur cultures »**, commente Bertrand CAILLY chef d'exploitation, « 60 q/ha en blé avec en moyenne seulement 220 €/ha de charges proportionnelles ! ».

### 35 000 € de revenu en plus.

Sur le tableau ci-contre, figurent les principaux résultats économiques de l'année 2014 comparés aux références des systèmes herbagers du réseau d'élevage :

	Pixérécourt en 2014	Référence réseau
<b>Produit</b>	375 500 € 1 960 €/ha (1)	1 900 €/ha
<b>Dépenses prop.</b>	74 300 € 24 % du produit (1)	26 % du produit
<b>Dépenses fixes</b>	119 500 €	
<b>EBE</b>	181 700 € 48 % du produit	42 % du produit
<b>Annuités</b>	42 000 €	
<b>Disponible</b>	139 700 €	

*Hors produits divers (67 500 €) et plateau ramené à 17 ha*

La productivité de l'exploitation est supérieure à la référence : excellente valorisation des surfaces en herbe, bonne qualité du lait et rendements céréaliers corrects. Avec le changement de système, les charges proportionnelles ont été fortement réduites. Aujourd'hui les postes aliments du bétail, engrais et traitements sont à des niveaux très faibles. Les frais vétérinaires sont deux fois moins élevés que dans une exploitation moyenne : 60 contre 120 €/vl. Preuve que les animaux se sont bien adaptés au changement de régime alimentaire et qu'ils sont en bonne santé. Les dépenses fixes sont à un niveau comparable à celui de la référence (32 % du produit). Ainsi le niveau d'EBE dégagé par l'exploitation est excellent. Il permet largement de faire face aux annuités, rémunérer la main d'œuvre et laisser une capacité nette d'autofinancement importante. **« Je vois bien qu'autour de nous, l'orientation des élevages se poursuit dans un sens opposé avec le recours à des solutions technologiques onéreuses. Nous ne suivons pas cette tendance actuelle, mais nous privilégions la maîtrise des charges. Dans nos groupes d'échange, certains éleveurs ne dégagent pas plus de marge globale avec 700 000 litres de lait que nous avec 380 000 litres de lait »**, commente Bertrand CAILLY. **« De plus comme nous brassons moins de produit et surtout moins d'intrants, notre système est moins sensible aux variations de conjonctures. Avec ce changement de cap, nous avons amélioré notre EBE d'environ 35 000 € ! »**.

Grâce aux bons résultats économiques, les exploitants ont pu réaliser des investissements permettant de réduire la pénibilité du travail (DAL, DAC, auge double service pour un seul affouragement par semaine, chemins stabilisés pour desservir les 23 paddocks de pâturage tournant, chien de troupeau... Bien sûr cet été l'exploitation a subi la sécheresse et il a fallu ouvrir le silo d'herbe dès le 15 juillet. Il faudra alors compenser ce déficit fourrager par l'achat de foin mais cela ne remet absolument pas en cause le système d'exploitation

## Et demain ?

Pour parfaire le système, les agriculteurs ont implanté 26 ha en agroforesterie de 2009 à 2013. Pour aller plus loin, entre les arbres de haute tige, ils souhaiteraient planter des essences avec des vertus thérapeutiques pour les animaux afin de voir si cela a un effet bénéfique contre les strongles, les douves ou le ténia.

Un autre projet serait d'atteindre 100 % d'autonomie alimentaire au niveau du troupeau laitier soit en substituant le correcteur azoté par du pois ou de la féverole produits sur l'exploitation, ce qui est tout à fait réalisable en système herbager, soit en supprimant totalement le concentré. **« Si on continue à produire de l'ensilage d'herbe de qualité et à bien gérer notre pâturage, je suis persuadé que nos vaches doivent pouvoir produire 5 000 l de lait sans concentré »**, dit Bernard ANTOINE.

Avec un système très économe, le pas vers l'agriculture biologique semble logique. **« Nous y pensons car nous sommes sensibles aux questions d'environnement et cela permettrait que nos produits de qualité soient mieux rémunérés »**, commente Bertrand, **« mais il nous reste à parfaire certaines pratiques afin de trouver le meilleur compromis entre moindre travail du sol et zéro phytos »**, à suivre...

**Aussi atypique soit elle, l'exploitation du lycée agricole de Pixérécourt interroge. On peut ne pas être d'accord sur le plan technique. Mais les bons résultats économiques sont là pour montrer que ce système fonctionne et c'est bien là l'essentiel.**



*De gauche à droite : Blandine DAUTRUCHE, Bernard ANTOINE, salariés, et Bertrand CAILLY chef d'exploitation*



## ROBOT DE TRAITE : MAINTENIR UNE PART DE PATURAGE RESTE INTÉRESSANT ÉCONOMIQUEMENT

L'installation d'un robot de traite s'accompagne souvent de la réduction, voire la suppression du pâturage. La recherche d'une productivité maximale à la vache, la crainte de perdre le temps que le robot permet de gagner sont les principales raisons évoquées. Mais quel peut être l'intérêt économique du maintien d'une part de pâturage dans l'alimentation ?

Cette question est d'autant plus importante que l'on constate, dans de nombreuses exploitations, la possibilité pour les vaches laitières d'accéder à des surfaces pâturables à proximité du bâtiment et que parallèlement on observe un renchérissement durable du coût des concentrés. Pour quantifier l'intérêt du pâturage dans les exploitations robotisées, une analyse des résultats techniques et économiques des fermes du dispositif Inosys Réseaux d'élevage équipées a été réalisée.

### 37 exploitations analysées sur 3 campagnes

L'analyse s'appuie sur les résultats de 37 exploitations équipées de robot. Dans cet échantillon, nous analyserons plus particulièrement les résultats de 2 groupes homogènes en nombre :

- Le groupe « sans pâturage » dont la quasi-totalité des besoins fourragers des vaches laitières sont assurés par des fourrages conservés
- Le groupe « pâturage complétementé » qui valorise une part d'herbe pâturée pour les vaches laitières. A noter également qu'il n'y a pas de situation de pâturage exclusif, une part à l'auge étant toujours apportée.

#### Les principaux résultats

	« sans pâturage »	« pâturage complétementé »
Nombre de VL	88	87
Nombre de stalles par élevage	1,45	1,53
Nombre de VL par stalle	66	60
Lait produit par stalle (l)	545 000	506 000
Lait par VL	8 457	8 430
Concentrés par VL (kg)		
Soit (en g/l lait)	277	243
Coût de concentrés (€/1000 l)	99	90
Coût des fourrages (€/1000 l)	31	27
Coût alimentaire total (€/1000 l)	130	117

Les coûts d'alimentation sont calculés selon la méthode de l'Institut de l'élevage

#### Les principaux enseignements

Les ateliers laitiers sont peu différents dans leur dimension et performance techniques entre le groupe « sans pâturage » et « pâturage complétementé ». Même si le groupe « pâturage complétementé » présente des stalles sensiblement moins saturées (60 VL en moyenne contre 66), la productivité des vaches apparaît identique entre les deux groupes. Le fait de pâturer n'affecte donc pas la performance technique, même si on observe une fréquentation des stalles un peu inférieure pour le groupe « pâturage complétementé » (-0,3 traites par jour sur la période d'accès au pâturage).

Par contre, le pâturage, même limité entraîne une réduction du coût alimentaire, majoritairement liée à l'économie en quantité distribuée (-300 kg/VL/an et -9€/1000 l). Pour l'exploitation moyenne de notre échantillon, le pâturage permet une réduction du coût de concentré de l'ordre 4 500 €/an

comparativement à ceux qui ne pâturent pas, de quoi permettre de financer des investissements qui peuvent faciliter l'accès au pâturage (porte de tri, chemin, clôture...).

Les retours sur expérience montrent que l'acquisition d'un robot s'accompagne, dans la quasi totalité des situations, d'une diminution du pâturage des vaches laitières. Cette dimension doit donc bien être intégrée avant la prise de décision de l'éleveur, surtout lorsque la part d'herbe pâturée dans l'alimentation des vaches avant l'arrivée du robot est élevée. Néanmoins, une fois la décision prise, cette étude montre qu'il reste intéressant économiquement de faire pâturer les vaches, même sur un pâturage devenu limitant. Il suffit de s'en donner un peu les moyens. Des exploitations robotisées de notre région ont mis en œuvre des pratiques pour pouvoir pâturer, n'hésitez pas à vous y intéresser !



*Des chemins d'accès larges et stabilisés facilitent le pâturage*



## 2015 : ANNÉE NOIRE POUR LES ÉLEVEURS LAITIERS

**Après l'embellie de l'année 2014, le revenu des éleveurs laitiers de l'Est de la France connaît une chute terrible en 2015 et cela quelles que soient les combinaisons de productions présentes sur les exploitations. Seules les exploitations en Agriculture Biologique échappent à ce raz de marée.**

Le revenu de l'année 2015 est le plus mauvais des 10 dernières années, pire même que l'année 2009 qui avait déjà marqué les esprits. C'est bien entendu la chute vertigineuse du prix du lait qui explique l'essentiel de cette dégringolade. A cela s'ajoute la baisse des aides PAC, la hausse des coûts alimentaires consécutifs à la sécheresse et le recul du prix de la viande. Seule motif de satisfaction, les bons rendements des céréales d'automne avec des prix en légère progression.

### **La sécheresse a aggravé la situation des éleveurs laitiers de l'Est de la France**

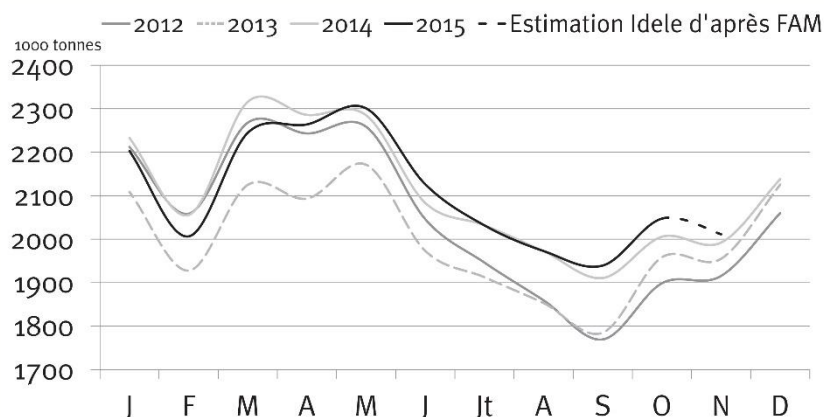
L'année fourragère 2015 avait pourtant débuté avec des conditions idéales pour les mises à l'herbe, l'implantation des maïs. Les premières coupes d'herbe ont été réalisées dans de bonnes conditions avec des rendements conformes à la normale. Mais à partir de fin juin, la sécheresse s'installe durablement ; en juillet et août les prairies sont réduites à l'état de paillason, aucun regain n'a été récolté et il a fallu affourager les bovins qui d'ordinaire pâturaient en été. Les maïs ont terriblement souffert et les rendements sont en nette baisse ; dans les zones les plus touchées (Alsace, Lorraine, sud Champagne Ardenne) la baisse de rendements est de 50 %. Le retour des pluies en septembre et les températures douces jusqu'à Noël ont permis de prolonger l'alimentation au pâturage des vaches mais surtout des génisses et des bovins viande. Des reports de stocks de 2014 ont pu atténuer l'effet de la sécheresse mais la plupart des éleveurs ont dû soit récolter des surfaces de maïs initialement destinées à la récolte en grain, soit se résoudre à des achats (maïs sur pied, co-produits ...) alors que leur trésorerie était déjà très tendue. On s'attend malheureusement à des ruptures de stocks en fin d'hiver dans nombre d'élevages.

Du côté des cultures de vente, 2015 a connu de très bons rendements pour les céréales d'automne avec des prix en progression de 5 à 10%. Pour ce qui est des céréales de printemps et des oléagineux, la hausse des prix a compensé la baisse des rendements.

### **La collecte est restée d'un niveau élevé malgré la crise**

La sortie des quotas laitiers a dopé la production bovine laitière en Europe et tout particulièrement dans les pays du Nord (Irlande, Belgique, Pays Bas et Danemark). En France, la production nationale en 2015 est comparable à celle de 2014 : plus faible sur le premier trimestre elle a rattrapé son retard par la suite. Le prix du lait en forte baisse (de 375 €/1000 l en 2014 à 320 €/1000 l en 2015 soit -55€/1000l) ne semble pas avoir poussé les éleveurs à ralentir leur production. On continue d'observer de fortes disparités entre des régions dynamiques (grand Ouest et Nord Pas de Calais) et d'autres en perte de vitesse (Sud Ouest, Poitou Charentes, Centre). Dans l'Est les effectifs de vaches laitières sont relativement stables en Alsace et en Lorraine mais en retrait en Champagne Ardenne.

## Evolution de la collecte de lait de vache en France



(Source : GEB – Institut de l'Élevage d'après Eurostat et FranceAgrimer)

## Tous les systèmes trinquent !

Les prévisions de revenus pour l'année 2015 (tableau page suivante) sont établies à partir des résultats des exploitations laitières, des régions Lorraine et Champagne Ardenne, suivies dans le cadre du dispositif national Inosys Réseau d'élevage. Ces projections s'appuient sur les résultats observés en 2014 sur lesquels nous avons projeté des évolutions des volumes et des prix des produits et des charges. Nous avons retenu 3 grands systèmes d'exploitations laitières de plaine bien représentés dans notre région Est de la France :

- Des exploitations laitières spécialisées
- Des exploitations laitières mixtes lait – viande
- Des exploitations laitières en polyculture élevage

Que constate-t-on en 2015 ? Le produit brut des exploitations est en baisse de l'ordre de 10% principalement en raison de la chute du prix du lait et plus accessoirement de la diminution du produit viande. La baisse des aides PAC, sous l'effet de la convergence, devrait être plus sensible dans les exploitations de polyculture élevage. La hausse des charges opérationnelles provient essentiellement des achats que les éleveurs ont dû consentir pour pallier le déficit fourrager ; l'augmentation est proportionnellement plus forte dans les systèmes à dominante élevage (+10 et +7%) que dans les exploitations de polyculture élevage (+3%). L'excédent brut d'exploitation est en baisse de 30 à 35%. L'efficacité économique mesurée au travers du ratio EBE/PB diminue de 8 à 10 points. Tous les systèmes sont affectés par une forte chute des revenus de l'ordre de 20 000 € par UMO. Dans notre échantillon la baisse apparaît proportionnellement moins forte dans les élevages laitiers spécialisés qui avaient, en 2014, des revenus supérieurs aux autres systèmes.

Prévisions de revenus 2015 et évolutions 2014-2015 dans trois systèmes laitiers de plaine.

	Laitier spécialisé	Mixte lait-viande	Polyculture élevage
Main d'œuvre	2,8	2,4	2,9
Lait livré	605 000 litres	499 000 litres	859 000 litres
Cheptel laitier	85 VL	68 VL	79 VL
Cheptel viande	-	81 UGB	-
SAU	162 ha	171 ha	235 ha
dont SFP	123 ha	140 ha	85 ha

	2015 (€)	Evolution 15/ 14	2015 (€)	Evolution 15/ 14	2015 (€)	Evolution 15/ 14
Produit brut	331 000	-10%	321 000	-8%	473 000	-10%
Dont aides	48 000	-3%	45 000	-5%	61 000	-6%
Charges opérationnelles	115 000	+10%	133 000	+7%	202 000	+3%
Charges opérationnelles / PB	35%	+ 6 points	43%	+ 7 points	43%	+ 5 points
EBE	102 000	-31%	70 000	-35%	116 000	-33%
EBE/PB	30%	-10 points	21 %	-10 points	24%	-8 points
Revenu disponible / UMO exploitant	23 000	-45%	9 000	-73%	16 000	-57%

L'année laitière 2015 a confirmé ce que l'on présentait il y a un an, à savoir une baisse sensible du prix du lait. Ce qui est plus inhabituel, c'est la durée de la crise dans lequel l'élevage est plongé et l'absence de perspective d'amélioration des marchés à court terme. Les éleveurs laitiers vont devoir composer avec des prix encore bas au moins pendant le premier semestre 2016. Dans ce contexte il convient, dans chaque élevage, de s'assurer de la cohérence du système d'exploitation et de déceler, s'il en existe encore, des leviers d'amélioration du revenu comme l'obtention d'un lait de meilleure qualité ou une réduction du coût alimentaire. Mais dans tous les cas, les trésoreries ne pourront pas supporter encore longtemps un tel contexte conjoncturel, une future hausse du prix du litre de lait est indispensable.



## PRODUCTION BOVINS VIANDE

- **Produire des jeunes bovins à partir de broutards : quelle alimentation ? Quel intérêt économique ?**
- **En 2015, il aura fallu s'adapter pour être moins impacté**



## PRODUIRE DES JEUNES BOVINS À PARTIR DE BROUTARDS : QUELLE ALIMENTATION ? QUEL INTÉRÊT ÉCONOMIQUE ?

La sécheresse de cet été a compromis dans certains secteurs les rendements d'ensilages de maïs et les repousses d'herbe. La disponibilité en pulpes surpressées est également limitée par la baisse de rendement attendue en betteraves dans certaines zones. Un bilan fourrager doit être réalisé et les rations hivernales distribuées habituellement dans le troupeau vont parfois devoir être repensées.

Les conditions climatiques ont eu tendance à renchérir les cours des céréales et des aliments qui étaient à la baisse au premier semestre. Les prix des broutards s'étaient bien maintenus mais la réapparition de foyers FCO pourrait perturber les marchés. Les prix de vente du jeune bovin sont en diminution en 2015.

Dans ce contexte complexe qui s'annonce, quelle ration d'engraisement des jeunes bovins, pour quel coût ?

### Un coût alimentaire qui s'annonce en hausse

Les rations présentées dans le tableau 1 correspondent aux besoins d'un taurillon charolais pour passer du poids de 320 kg vifs à 720 kg vifs (soit 420 kg carc avec un rendement 58 %). Les croissances visées (en moyenne sur la durée de l'engraisement) doivent se situer autour de 1 400 g/j pour une ration à base d'ensilage de maïs, 1 500 g/j pour une ration maïs+blé et 1 600 g/j pour des rations à base de blé ou de pulpes de betterave.

Pour tenir compte des diminutions parfois importantes de récoltes d'ensilage de maïs, des rations alternatives avec du corn gluten ou de la pulpe de betteraves en complément du maïs, sont aussi proposées.

Pour atteindre un même objectif de poids à la vente (420 kg de carcasse en moyenne), la durée d'engraisement sera donc d'autant plus courte que la ration choisie permettra une croissance élevée. Néanmoins, les rations permettant les meilleures croissances peuvent être onéreuses et le coût total sur la durée d'engraisement doit être calculé.

Certaines rations sont plus délicates à conduire que d'autres (ex: risque d'acidose en ration blé) et les objectifs de croissances peuvent être alors difficiles à atteindre. Attention à bien gérer la période de transition alimentaire qui doit être progressive.

Tableau 1 : Quelques exemples de rations pour des taurillons charolais

Aliments utilisés (quantité consommée sur toute la durée d'engraissement)	Types de ration					
	Pulpes surpressées	Ens Maïs +pulpe surpressée	Ens Maïs + Corn gluten	Ensilage de maïs	Ensilage de maïs + céréales	Céréales
Ensilage maïs (kg MS)		820	800	1700	1200	
Foin (kg MS)	60	60	60	60	60	
Paille (kg MS)	260	250	240	250	240	500
Céréales (kg brut)	150 (0,6 kg/j)	380 (1,4 kg/j)	530 (2 kg/j)	480 (1,7 kg/j)	900 (3,5 kg/j)	1750 (7 kg/j)
Pulpes surpressées (Kg MS)	1 660 (6,5 kg MS/j)	820 (3 kg MS/j)				
Corn gluten feed humide (kg brut)			2 200 (8 kg/j)			
Tourteau colza (kg brut)	440 (1,7 kg/j)	470 (1,7 kg/j)	80 (0,3 kg /j)	450 (1,6 kg /j)	390 (1,5 kg/j)	400 (1,6 kg/j)
CMV 0-25 (kg brut)	40	40	40	40	40	50
<b>DUREE D'ENGRAISSEMENT GMQ</b>	<b>257 j 1 575 g/j</b>	<b>274 j 1 475 g/j</b>	<b>266 j 1 520 g/j</b>	<b>283 j 1 430 g/j</b>	<b>262 j 1 540 g/j</b>	<b>249 j 1 620 g/j</b>
<b>COÛT ALIMENTAIRE (conjoncture automne 2015 *)</b>	<b>391 €/JB</b>	<b>407€/JB</b>	<b>404 €/JB</b>	<b>396 €/JB</b>	<b>398 €/JB</b>	<b>423 €/JB</b>

\* \* Foin: 90 €/t MS - paille rendue : 67 €/t MS - ensilage maïs: 98 €/t MS (au coût équivalent grain pour 11 TMS /ha) - blé: 158 €/t (frais d'aplatissage compris) – tourteau colza: 260 €/t – pulpe surpressée : 132 €/TMS prix de marché transport compris < 80 km – corn gluten: 85 €/t

Les coûts alimentaires sont en hausse dans toutes les rations par rapport à la même période en 2014 (+6% à +17% selon les rations, tableau 1). Nos hypothèses se basent sur une relative stabilité des prix des céréales stockées à la moisson et la hausse des aliments, dont le tourteau de colza notamment, par rapport à 2014. L'augmentation la plus forte concerne les rations à base d'ensilage de maïs dont le coût est fortement impacté par la sécheresse de cet été.

#### Réduire le coût alimentaire en choisissant le tourteau de colza

=> Le choix du tourteau de colza se justifie par rapport à son prix d'intérêt en comparaison avec des rations à base de tourteau de soja, même si actuellement l'écart est assez réduit (environ 10€ par JB). Bien pourvu en phosphore et calcium, il permet de réduire les apports en minéraux dans la ration, il suffit alors de compléter avec un minéral sans phosphore qui coûte moins cher. L'achat en grosse quantité peut permettre de réduire le prix à la tonne de 15 € environ.

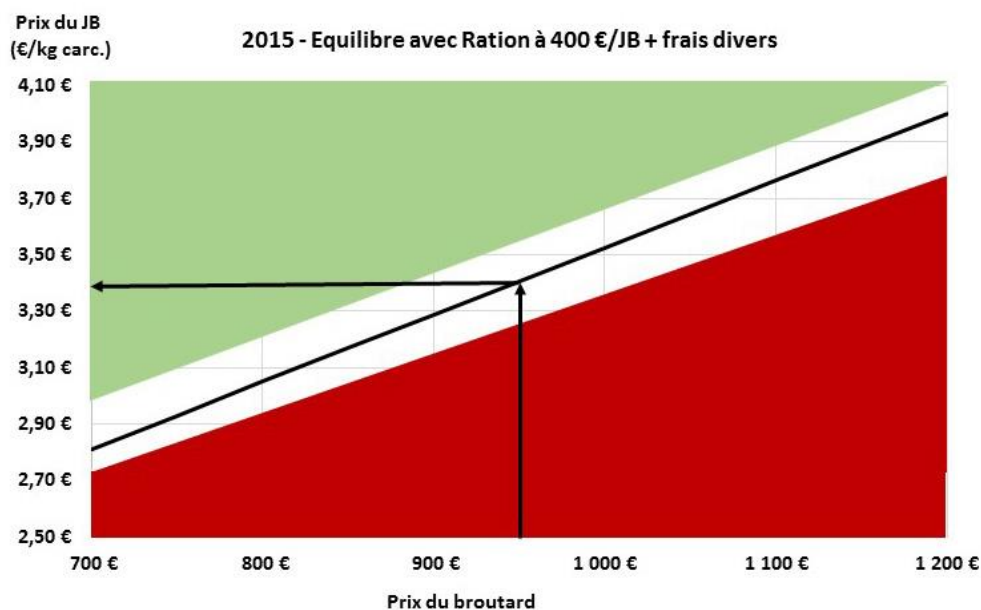
#### Quel intérêt économique ?

Le coût alimentaire de la totalité de l'engraissement se situe donc actuellement autour de 400 € par taurillon produit pour les différentes rations proposées. Il sera un peu plus élevé pour des rations à base de céréales. Les coûts de rations à base d'aliments complets restent élevés (coût alimentaire de 650 €/JB), ce qui les rend non compétitives. Au coût alimentaire s'ajoutent des frais vétérinaires (30 € par animal), un ou plusieurs traitements hépatoprotecteurs pour les rations à risque acidogène, des frais divers d'élevage (33 € par animal, dont les frais de distribution, eau, ...) et des frais financiers (18 € par animal). L'ensemble de ces frais constitue les coûts opérationnels.

Par exemple, si la valeur du broutard de 320 kg mis en engraissement est de 2,97 €/kg vif (950 € pièce), l'engraissement couvre les charges engagées (schéma 1) avec un cours du taurillon à 3,41 €/kg de carcasse.



Schéma 1 : Prix de vente minimum du taurillon par kg de carcasse pour couvrir le coût opérationnel (sur la base d'un coût de 481 €/taurillon) en fonction du prix du broutard (320 kgv net)



Dans tous les cas, la rentabilité de l'engraissement passe par une bonne maîtrise technique et un suivi pointu des animaux. La perte d'un animal peut compromettre la marge de tout un lot de taurillons. Il faut réagir rapidement à toute baisse de consommation ou ralentissement de croissance. Assurer l'objectif de croissance, c'est limiter la durée de présence et respecter la date de sortie prévisionnelle : en mars-avril pour des animaux nés en début d'automne et avant le mois de juin pour des animaux nés en début d'hiver. Même si les évolutions saisonnières des cours sont parfois bousculées, une vente précoce permet de bénéficier généralement de cours de la viande plus favorables.

Tableau 2 : Prix de vente minimum du taurillon charolais (420 kg de carcasse) pour dégager 150 € de marge brute par taurillon (avec un coût opérationnel de 481 €/taurillon)

Prix du broutard (320 kg)	Prix de vente minimum du taurillon pour dégager 150€ de marge brute
750 € (2,34 €/kg vif)	3.29 €/kg carc
800 € (2,50 €/kg vif)	3.41 €/kg carc
850 € (2,66 €/kg vif)	3.53 €/kg carc
900 € (2,81 €/kg vif)	3.65 €/kg carc
<b>950 € (2,97 €/kg vif)</b>	<b>3.76 €/kg carc</b>
1 000 € (3,13 €/kg vif)	3.88 €/kg carc

Si on se fixe un objectif de marge brute minimale de 150 €/JB pour rémunérer le travail et les éventuels investissements engagés, le cours du JB doit se situer à 3,76 €/kg de carcasse sur la base de l'achat du broutard à 950 € (tableau 2) et d'un coût de ration de 400 €. Les cours actuels du JB se situent autour de 3,70 €/kg carc.

Après un marché dynamique cet été, les ventes de broutards risquent d'être perturbées par la FCO dans les mois prochains et peuvent impacter les cours. Avant de se lancer dans l'engraissement, il faudra s'assurer de stocks alimentaires suffisants ou d'approvisionnements à des coûts raisonnables.

Outre s'assurer sur la quantité, la valeur alimentaire des ensilages de maïs atypiques de cette année devra être prise en compte pour réajuster l'équilibre des rations (taux d'amidon faible à corriger par une augmentation de la part de céréales, % MAT...). Votre conseiller peut vous accompagner pour réajuster vos rations.

## EN 2015, IL AURA FALLU S'ADAPTER POUR ETRE MOINS IMPACTÉ !

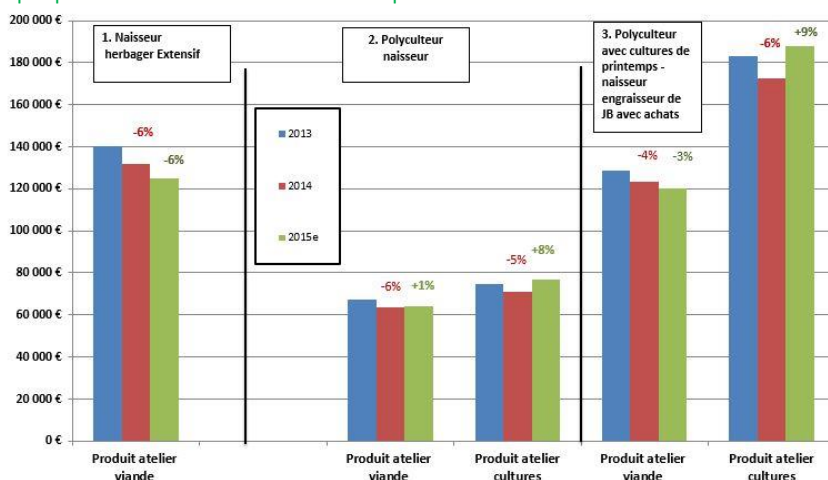
Sécheresse et fortes chaleurs, charges alimentaires en hausse, marchés peu porteurs, incertitudes liées à la PAC : 2015 fut une année difficile pour l'élevage. C'est dans ce contexte que le dispositif Inosys Réseaux d'élevage bovins viande de l'Est de la France a simulé l'évolution des revenus d'exploitations viande pour 2015.

### Le produit viande à la baisse.

Après la baisse des cours sur l'ensemble des catégories bovines en 2014, les prix des animaux finis ont de nouveau été en retrait en 2015. Le prix des broutards a été par contre en hausse, tiré notamment par les exportations vers la Turquie cet été. La résurgence de la FCO à partir du bassin allaitant n'aura pas trop perturbé les cours dans nos régions pour cet automne (sauf pour les broutards issus de la zone réglementée au sud-ouest de la région). En parallèle de la conjoncture commerciale, la sécheresse qui a sévi cet été a nécessité des complémentations au pâturage en fourrages et des concentrés supplémentaires. Pour les broutards complémentés, il n'y a pas eu d'impact sur les croissances. Les bonnes conditions de pâturage d'automne ont permis des croissances compensatrices, des finitions à l'herbe mais ont parfois occasionné quelques soucis de vêlage pour les vaches qui ont profité de cette pousse d'herbe en fin de gestation.

Afin d'effectuer des estimations de résultats économiques pour 2015, des simulations ont été réalisées sur différents cas-types par les réseaux d'élevage (tableau1). Des adaptations à la sécheresse ont été prises en compte (baisse des rendements de regains de 2/3 et du maïs ensilage d'1/4, complémentation au pâturage et modification des rations hivernales du troupeau pour réserver le maïs aux JB). Les hypothèses retenues sont issues des observations dans les réseaux d'élevage et des indices de l'IPAMPA (Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole). Les hypothèses de prix des produits et des charges sont basées sur les relevés des 9 premiers mois de l'année, complétées par une estimation pour le dernier trimestre.

Graphique 1 : Montants et évolutions des produits des ateliers



## Une première année de la nouvelle PAC plutôt défavorable

L'application progressive de la convergence par rapport à la moyenne nationale se traduit par une baisse de 7% des aides découplées (-4 400€ par rapport à 2014) pour le système polyculteur naisseur-engraisseur avec achats (320€/ha de DPU initial, Gaec de 2 associés). Par contre, la convergence n'a pas d'incidence en 2015 sur les deux autres systèmes avec un DPU initial de 7 à 12% en dessous de la moyenne nationale de référence. Le système herbager en individuel, qui ne se situe pas en zone ICHN, perd cependant la PHAE (7 600€). Le chargement de ce système, calculé avec les nouvelles valeurs UGB PAC, ne lui permet pas non plus d'entrer dans le cadre de la MAEC SHP (10 000€). Par ailleurs, nous n'avons pas retenu les possibilités d'accès aux MAEC unitaires. La perte d'aides par rapport à 2014 atteint ainsi plus de 15%. A terme en 2019, les aides découplées de ce système ne seront que faiblement revalorisées (+ 4% par rapport à 2013).

## Le produit des cultures en augmentation

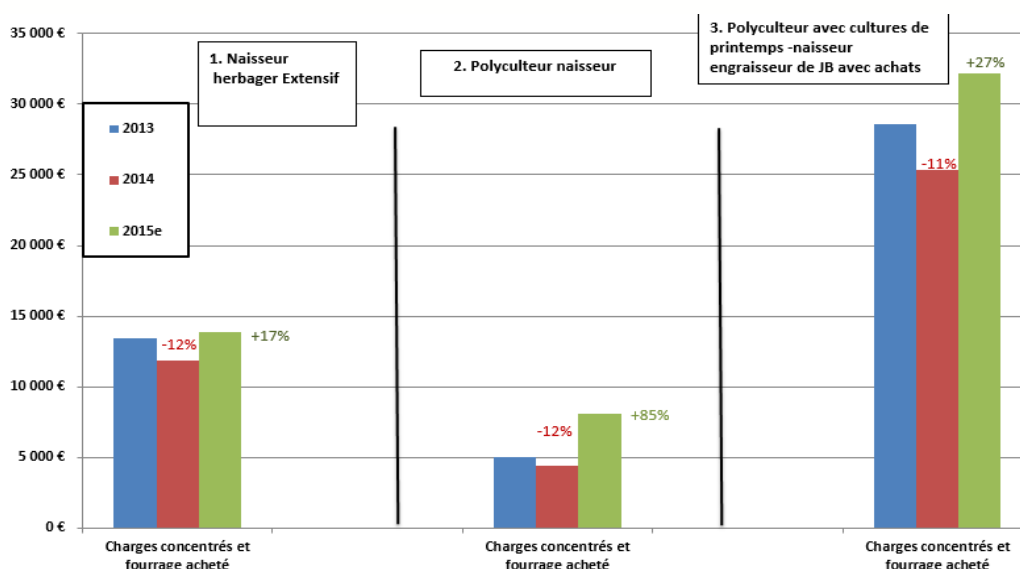
Après deux années de chute, les cours des cultures (assolement colza-blé-orge) se sont légèrement redressés. De plus, les rendements sont supérieurs à la normale et à ceux de 2014. Finalement, le produit des ateliers cultures des systèmes étudiés remontent au niveau de 2013. En parallèle, les charges opérationnelles sont plutôt stables.

## Une augmentation des charges alimentaires en lien avec les adaptations à la sécheresse

Si les cours des aliments sont plutôt à la baisse sur 2015, la sécheresse de cet été a entraîné des surcoûts de complémentation des animaux au pâturage. Par ailleurs, dans certains cas, les rations hivernales doivent être adaptées afin de tenir compte de la baisse des stocks fourragers, notamment pour les systèmes avec maïs. Sur les systèmes simulés, l'augmentation des coûts de concentrés et achats de fourrages est de 12 à 50€/UGB.

L'évolution des charges de structure sur nos simulations reflète pour une part la hausse modérée de certaines de ces charges et la baisse du carburant. Elle est aussi surtout due à l'évolution des charges sociales, calculées sur nos cas types à partir du résultat de l'année en cours et non lissée sur trois ans.

Graphique 2 : Montants et évolutions des charges alimentaires (concentrés et fourrage acheté)



## Des revenus de nouveau bas pour les systèmes viande

La baisse des revenus 2015 estimés sur le système herbager spécialisé s'ajoute à celle déjà subie en 2014. Les revenus atteignent ainsi des niveaux faibles même dans des systèmes à bonne efficacité

économique (38% EBE/PB). Dans les systèmes de polyculture élevage, les résultats sont moins affectés grâce aux bons rendements des cultures.

Tableau 1 : Impacts de la conjoncture économiques 2015\* à système constant (en tenant compte des rendements des cultures de l'année)

Comparaison aux résultats de 2014 (cas types réseaux bovins viande de l'Est)

	1. Naisseur herbager extensif		2. Polyculteur naisseur		3. Polyculteur avec cultures de printemps -naisseur engraisseur de JB avec achats	
<b>SAU</b>	150 ha		130 ha		250 ha	
dt herbe	150 ha		63 ha		65 ha	
dt ensilage maïs					16 ha	
dt cultures	/		67 ha		169 ha	
<b>Nb de VA</b>	100		50		60	
<b>Nb de JB</b>	/		/		86	
<b>UMO</b>	1.8		1.5		2.2	
	<b>2015p</b>	<b>% 15/14</b>	<b>2015p</b>	<b>% 15/14</b>	<b>2015p</b>	<b>% 15/14</b>
<b>Produit total</b>	150 500€	-4 %	167 400€	4%	368 000€	2%
Dont aides PAC	40 900€	-15.5 %	35 400€	0%	71 100 €	-4%
<b>Charges Opérationnelles</b>	32 900€	9 %	47 400€	9%	122 600€	6 %
<b>Charges de structure**</b>	59 700€	-6 %	58 200€	- 1%	114 300€	0 %
<b>EBE</b>	57 900€	-9%	61 700€	5 %	131 000€	1 %
<b>EBE/Produit total</b>	38 %	-2 pts	37%	1 pt	36%	0 pt
<b>Disponible/UMO</b>	18 800 €	-12%	24 400€	6 %	37 900€	0 %

\* : voir encadré

\*\* : hors amortissements et frais financiers.

### Des adaptations à poursuivre en 2016

Même si les bonnes conditions de pâturage de cet automne ont permis des rentrées plus tardives, les priorités pour 2016 seront de reconstituer les stocks fourragers qui ont été ou vont être mobilisés : sortie précoce dès que possible, gestion stricte du chargement de printemps afin de maximiser les fauches de 1ere coupe, envisager de fertiliser afin d'augmenter la production, semer plus d'ha de maïs ensilage ou de prairie temporaire ...



## PRODUCTION OVINS VIANDE

- **Une bonne complémentarité entre 2 ateliers herbivores**
- **Mortalité des agneaux, des moyens de prévention existent !**
- **Dérobées et production ovine – La couverture des sols : une contrainte qui devient un atout**
- **S'adapter pour nourrir les brebis cet hiver**
- **Conjoncture ovine 2015 : une année favorable pour la production d'agneaux de bergerie**





## UNE BONNE COMPLÉMENTARITÉ ENTRE 2 ATELIERS HERBIVORES

Concilier élevage laitier et production ovine tout en assurant l'autonomie fourragère de l'exploitation, tel est l'objectif des associés du GAEC du Grand Douaire à Neuville Lez Beaulieu dans les Ardennes.

Les localisations de l'exploitation



Le pâturage des 2 ateliers est géré en commun afin de valoriser au mieux les surfaces en herbe et de jouer la complémentarité entre les 2 espèces. En effet, si les bâtiments des ovins et des vaches sont séparés sur le site de l'exploitation, la gestion des 2 troupes se fait conjointement.

La répartition de la main d'œuvre entre les 2 troupeaux est différente selon les pics de travail que demandent les ateliers. Par exemple, au moment des agnelages (février à avril), la MO est plutôt orientée sur l'atelier ovine.

### Les données de l'exploitation en 2013

- 154 ha de SAU tout en herbe
- 100 VL pour 659 000 l de quota,
- 535 brebis de race Texel,
- Chargement 1,4 UGB/ha SFP
- 3 UMO (dont 1 salariée),
- EBE hors charges salariales = 149 300 €
- EBE/PB : 35 %
- Charges opérationnelles : 29 %/PB
- Annuités : 5 % EBE

### Des atouts qui facilitent l'autonomie fourragère ...

Le parcellaire très groupé autour des bâtiments d'élevage conditionne cette réussite sur l'exploitation. Cette organisation permet aussi de « décharger » rapidement les parcelles en cas de pousse ralentie (période sèche, ...).

Les animaux sont conduits en pâturage mixte ce qui permet une meilleure valorisation des surfaces en herbe. Ainsi qu'une meilleure gestion du parasitisme (les ovins et les vaches laitières ne sont pas les cibles des mêmes parasites). Cela assure de bonnes performances à l'herbe avec un Poids Age Type 30 jours des agneaux mâles doubles en 2014 de 13,9 kg soit 1 kg de plus que la moyenne de la race Texel.

Les brebis et les agnelles restent dehors une bonne partie de l'hiver. Les agnelles non mises en lutte la première année ne sont pas rentrées alors que les brebis rentrent en fin de gestation vers le 15 janvier. Elles valorisent l'herbe que les bovins ont laissée.

### ... et des conduites techniques adaptées

La conduite des troupeaux est calée sur la pousse de l'herbe. Les brebis agnellent pour 80 % de la troupe en mars ce qui permet une lactation à l'herbe peu coûteuse : seulement 28 kg de concentrés / brebis / an. Les agnelles ne sont pas mises en lutte la 1ère année. (Réf. : 64 kg par brebis/an)

Une grande majorité voire la totalité des agneaux est finie à l'herbe. Les premiers agneaux sont vendus dès le mois de juin.

Les vêlages sont, quant à eux, répartis sur l'année afin d'étaler le travail et la production laitière.

### La récolte d'herbe 2013 :

Ensilage d'herbe	36 ha	4,3 TMS/ha
Foin déprimé	7,4 ha	5 TMS/ha
2 <sup>ème</sup> coupe	36 ha	3,4 TMS/ha
Enrubannage	4 ha	4 TMS/ha

Les exploitants ont parfois recours à l'enrubannage afin de sécuriser la récolte et la qualité du fourrage. Les surfaces récoltées 2 fois ont un rendement de 7,7 TMS/ha, ce qui est supérieur au potentiel de la région naturelle (6,5 t MS).

Sur les prairies permanentes, un apport d'engrais de 60 unités d'azote minérale par ha est réalisé. Un apport de lisier est fait sur les surfaces destinées à la récolte : 15 m3/ha pour les parcelles en foin et ensilage puis de nouveau 15 m3/ha sur les parcelles où une 2ème coupe est effectuée.

### Un système basé sur l'herbe avec de bonnes performances

Le système du GAEC du Grand Douaire est la preuve qu'un système basé sur l'herbe peut obtenir de bons résultats techniques (2013).

Prolificité	1,9
Mortalité agneaux	12,8 %
Productivité numérique	1,15
Productivité pondérale	24,19 kg



Les résultats techniques sont bons. Néanmoins, une piste de progrès est possible avec la mise en lutte des agnelles dès la 1ère année.

Les résultats économiques le sont également puisque la marge brute atteint 112 € par brebis sur la campagne 2013. Elle représente 25 % de la Marge Brute globale de l'exploitation.

**La mixité d'ateliers herbivores comporte plusieurs atouts et peut être appliquée dans de nombreuses exploitations.**

**Le développement d'un atelier ovin permet de valoriser l'herbe disponible non consommée par les bovins. Il conforte aussi l'emploi par l'embauche d'un salarié ou l'installation.**

## MORTALITÉ DES AGNEAUX, DES MOYENS DE PRÉVENTION EXISTENT

Depuis 2006, on observe une augmentation du taux de mortalité des agneaux en France. Dans le grand Est, la mortalité des agneaux est passée de 12 à 17 % entre les campagnes 2004 et 2013, soit une augmentation de 40 % ! Les trois premières causes de mortalité en France sont : les agneaux nés très petits, chétifs ou maigres ; les problèmes de tétée ; les agneaux écrasés, perdus ou accidentés. Contrairement aux idées reçues, viennent ensuite les causes infectieuses.

Pour limiter la mortalité, il est essentiel de commencer par la prévention, il est notamment nécessaire de bien enregistrer les causes et les âges de mortalité.

En effet, une mortalité précoce entre 0 et 2 jours n'a pas les mêmes causes qu'une mortalité tardive (après 8 jours et après le sevrage) ou une mortalité intermédiaire entre 8 jours jusqu'au sevrage. Alors qu'une mortalité précoce est souvent due à une mauvaise préparation des mises bas, une mortalité post sevrage est souvent due à une mauvaise préparation du sevrage, et une mortalité intermédiaire a pour principale cause des problèmes infectieux souvent couplés à une mauvaise qualité ou efficacité du colostrum (problème de transfert d'immunité).

### Les principales causes de mortalité des agneaux :

#### ● Forte mortalité précoce (0 – 2 jours)

- Tétée **tardive** ou **insuffisante**
- A regarder
  - Alimentation de fin de gestation
  - Soins aux jeunes
  - Charge de travail
  - Gestion et répartition des MB

#### ● Mortalité précoce et tardive

- Défaut de **quantité** de colostrum
- A regarder
  - Tétée du colostrum
  - Signes d'alerte
  - Alimentation de fin de gestation

#### ● Mortalité tardive (> 8 jours)

- Défaut de **qualité** colostrale, pression élevée
- A regarder
  - Alimentation de fin de gestation
  - Ambiance du bâtiment
  - Carence en Se

#### ● Mortalité intermédiaire (2 jours-sevrage)

- **Épidémie, forte pression/ faible immunité**
- A regarder
  - Alimentation de fin de gestation
  - Carence en Se
  - Ambiance du bâtiment
  - Pyramide des âges et achats d'animaux

La première cause (agneaux petits, chétifs ou maigres) est souvent due à un problème d'alimentation des mères en fin de gestation. La non prise dans les 6 premières heures et la mauvaise qualité du colostrum viennent en deuxième position. La troisième cause (écrasement) est la conséquence des deux premières. En effet, elle est liée à un problème de tétée ou d'agneaux nés très petits ou chétifs, car les agneaux écrasés manquent souvent de vitalité.

Un taux de mortalité de 10% en système bergerie (17 % en races prolifiques) et 14 % en système herbager est un objectif réaliste dans la majorité des exploitations. Mais pour être maîtrisées les causes de mortalité doivent avant tout être identifiées.

Il existe de multiples facteurs de risques en élevage, ils peuvent être liés :

- à l'environnement (bâtiment, climat, état sanitaire du troupeau, niveau de surveillance et de suivi du troupeau),
- à la brebis (âge, taille et rang de la portée, comportement maternel, état corporel, qualité du colostrum),

- à l'agneau (sexe, poids à la naissance, comportement, absorption du colostrum et valorisation du colostrum).

**La mise en place de moyens de prévention au bon moment permet de diminuer le risque de mortalité des agneaux. Cela passe avant tout par :**

**- Un tri des brebis à mettre en lutte :**

Réformer les brebis sans lait, qui présentent des problèmes de dents ou un quartier mammitieux, ayant avortées ou âgées.

**- Bien préparer les brebis à la mise bas durant la période de gestation en apportant une alimentation adaptée :**

Augmenter progressivement l'alimentation un mois avant la naissance et apporter des compléments minéraux (notamment Ca, P et Se). En termes d'apport en minéraux, il est toujours plus efficace de compléter les brebis que d'intervenir sur les agneaux à la naissance.

Faire attention à l'état parasitaire des mères avant la mise bas.

Eviter de manipuler les brebis avant la mise bas. Noter l'état corporel des brebis et réaliser si possible le dénombrement des agneaux.

**- Etre vigilant lors de l'agnelage,**

Limiter la période de lutte permet de regrouper les périodes d'agnelage, la vigilance de l'éleveur diminue quand les agnelages sont étalés.

Bien désinfecter les nombrils.

S'assurer de la qualité et de l'absorption du colostrum, les besoins d'un agneau sont de 200 à 400 ml de colostrum absorbé durant les 6 heures qui suivent la naissance.

Alloter les agneaux par classes d'âges limite les contaminations.

**- Avoir une bonne ambiance de bâtiment,**

Prévoir 1,5 à 2 m<sup>2</sup> par brebis selon la portée (simple ou double).

Avoir un paillage suffisant et de qualité.

Pour le confort des agneaux, l'optimum est une température autour de 10°C. Attention aux courants d'air.



**Bien connaître et identifier les causes infectieuses et les maîtriser limite les risques de perte. L'enjeu est important, une amélioration de 3 points de la mortalité agneaux représente un gain de 1500 € pour une troupe de 500 brebis.**

**Pour un suivi et un diagnostic plus complet, n'hésitez pas à en parler à votre vétérinaire ou à votre technicien. Mais aussi sur le site de Reconquête Ovine :**

Diminuer la mortalité des agneaux, les étapes clés :

[http://www.reconquete-ovine.fr/spip.php?article1400&var\\_recherche=mortalit%C3%A9](http://www.reconquete-ovine.fr/spip.php?article1400&var_recherche=mortalit%C3%A9)

Diminuer la mortalité des agneaux, c'est possible ! :

<http://www.reconquete-ovine.fr/spip.php?article1399>

## DÉROBÉES ET PRODUCTION OVINE - LA COUVERTURE DES SOLS : UNE CONTRAINTE QUI DEVIENT UN ATOUT

**Concilier grandes cultures et production ovine, tel est l'objectif de la famille Remillon du GAEC de Mariembourg à Guebling en Moselle. Depuis l'an dernier, les associés utilisent une dérobée enrubannée pour l'alimentation de leurs brebis.**



Depuis 2012, l'exploitation n'a cessé d'évoluer passant d'une structure individuelle composée de Joseph Rémillon et son épouse Marie, à un GAEC à 4 associés, intégrant les fils Pierre et Florent. A leur installation, 170 ha ainsi qu'un atelier VA ont été repris faisant passer la SAU de 132 à 330 ha. En 2014, la perte de surfaces en herbe a conduit à réfléchir à un autre schéma d'alimentation pour les ovins. Les associés ont alors souhaité introduire des dérobées dans la ration des ovins, composées d'un mélange avoine-pois et récoltées en enrubanné. Par ailleurs, l'exploitation se situe en zone défavorisée et a donc interdiction de laisser les sols nus en hiver. Avec l'utilisation des dérobées comme fourrage, cette contrainte est devenue un réel atout sur l'exploitation.

- 330 ha de SAU
- 150 ha d'herbe dont 30 ha de parcours de mise à disposition par le conservatoire des sites lorrains
- 55 VA race limousine
- 800 brebis (70% Est à Laine Mérinos, 30 % croisées principalement avec Romanov)
- Production d'agneaux de bergerie
- Mise-bas principalement hiver
- Chargement 0,95 UGB/ha SFP
- 4,5 UMO (parents + 2 fils + salarié à mi-temps)
- Ferme pédagogique

### Un itinéraire technique de la culture adapté

Le mélange avoine – pois a été semé à l'aide d'un épandeur à engrais fin juillet 2014 derrière un blé avec une densité de 100 kg/ha de pois et 60 kg/ha d'avoine, sur 20 ha, pour un coût de semences fermières de 35 €/ha. Il est important de semer au plus vite après la récolte. Après le semis, un passage de rotative, un passage de rouleau et un apport de 30 unités d'azote ont été réalisés. Un tel apport est préconisé pour ce type de mélange. La fauche a eu lieu fin septembre en pleine floraison mais avec encore peu de gousses. Il est important de bien régler la hauteur de la faucheuse pour des coupes hautes. En effet, les terres étant très argileuses, il faut éviter la présence de terre inappropriée pour la conservation du fourrage. Le mélange a été enrubanné et les exploitants estiment que la conservation a été bonne malgré la faible teneur en MS de 39 %. Grâce à une météo favorable, le rendement a été correct avec 2,5 tMS/ha. D'après le Réseau d'élevage ovins du grand Est, la récolte d'une dérobée est économiquement intéressante à partir de 2 t MS/ha. En dessous, il est préférable de faire pâturer ces surfaces par les ovins.

Les atouts agronomiques de cette pratique sont notables puisqu'elle permet une réduction des apports azotés estimés à 20-30 unités pour la culture suivante et évite de laisser les sols nus.

En 2015, la même pratique sera mise en place mais en semis direct tout de suite derrière la moissonneuse.

### A la recherche de l'autonomie fourragère et de rations plus économes ...

L'utilisation d'enrubanné avoine-pois a démarré au cours de l'hiver 2014-2015, en remplacement de l'enrubanné de luzerne. La quantité totale de dérobées étant insuffisante pour nourrir l'ensemble de la troupe sur toute la période hivernale, il a été distribué uniquement aux brebis ayant mis-bas avant janvier, Les brebis ayant agnelé en début d'année ont alors reçu de l'enrubanné d'herbe.

Le tableau ci-dessous présente les différentes rations distribuées aux brebis en lactation en 2013-2014 et en hiver 2014. Les fourrages sont complétés par un mélange fermier céréales (orge-maïs) en pur ou avec un correcteur azoté.

En kg	Enrubanné Luzerne (kg MS)	Enrubanné prairie (kg MS)	Enrubanné dérobées (kg MS)	Foin (kg MS)	Concentré brebis simples (kg)	Concentré brebis doubles (kg)	Coût moyen des concentrés autour MB/brebis
<b>Lot 1 2013-2014</b>	0.8	-	-	1.8	1 kg céréales	1,2 kg céréales	<b>8.5 €/brebis</b>
<b>Lot 2 2013-2014</b>	-	1	-	1.8	1 kg mélange	1,2 kg mélange	<b>11.2 € /brebis</b>
<b>Lot Fin 2014</b>	-	-	0,8	1.5	0,8 kg céréales	1 kg céréales	<b>6.7 €/brebis</b>

L'enrubanné avoine-pois présente de bonnes valeurs notamment azotées (0,82 UFL, 117 PDIN, 95 PDIE) pour une proportion de 70 % de pois et 30 % d'avoine dans le mélange final. Il permet ainsi aux éleveurs de se dispenser de l'achat de tourteau pour la complémentation des rations.

La ration avoine/pois + foin + céréales est équilibrée voire même très légèrement excédentaire en azote et présente une bonne digestibilité et permet un gain de 1.8 €/brebis par rapport à une ration à base de luzerne et 4.5 €/brebis par rapport à une ration à base d'enrubanné d'herbe.

Le point négatif identifié par les éleveurs est lié à la taille des brins. La plante a été récoltée entière et les brebis ont tendance à tirer les tiges dans la litière, ce qui engendre plus de gaspillage.

Pour limiter celui-ci, Mrs Remillon envisagent de faire hacher le fourrage en brins d'une dizaine de centimètres au moment de la récolte. Cela pourrait se faire par exemple avec une presse de type rotocut.

Enfin, nous pouvons également constater, grâce au contrôle de performance, que cette ration a légèrement amélioré les croissances des agneaux. En effet, les premiers agneaux nés, dont les mères ont consommé la ration à base de dérobées après l'agnelage, ont un Poids à Age Type (PAT) à 30 jours moyen de 11,6 kg vif. Les suivants, dont les mères ont consommé de l'enrubanné d'herbe ont un PAT de 11,0 kg vif.

**Malgré le temps consacré à la récolte de la dérobée en pleine période de grands travaux, les éleveurs sont satisfaits de l'utilisation des dérobées et souhaitent renouveler l'expérience en 2015 en augmentant les surfaces allouées à cette pratique. De plus, l'implantation de ce mélange considéré comme SIE et déclaré comme tel à la PAC aidera à respecter les 5 % de SIE obligatoires dans le cadre du verdissement de la PAC.**

## S'ADAPTER POUR NOURRIR LES BREBIS CET HIVER ?

L'été sec et chaud a contraint certains éleveurs à utiliser une partie du stock hivernal pour nourrir les animaux en pâture et avec une consommation de concentré supérieure à une année normale pour la finition des agneaux. Cette option était la bonne, car il est toujours plus onéreux de rattraper un manque d'état, sans compter la perte de production future. Malgré le retour de quelques averses fin août, les deuxièmes coupes s'annoncent très réduites. Il convient donc d'anticiper, pour passer l'hiver au mieux. Les solutions de substitution existent pour remplacer le foin ou autre fourrage servant habituellement à l'alimentation du troupeau, mais il faut être très vigilant par rapport au coût d'équivalence.

### Faire le point

Le plus tôt possible, il faut estimer les fourrages stockés et les concentrés disponibles sur l'exploitation. Il faut connaître le nombre d'animaux et la durée de présence en bâtiment car une source d'économie importante réside dans la réduction des bouches à nourrir. Cela passe par la réforme des brebis vides (compter de 1,2 à 1,5€ par brebis pour une échographie). En cas de déficit important, c'est une occasion pour augmenter le taux de réforme en système herbager en éliminant avant la mise en lutte, des brebis âgées, boiteuses, mauvaises mères, avec un seul quartier, .... La reconstitution du troupeau est à prévoir au printemps suivant.



### Estimer l'état corporel des brebis

Il est important de prendre un échantillon représentatif (une vingtaine de brebis) pour faire un suivi de l'état d'engraissement des brebis. Si en fin de gestation (6 semaines avant la mise bas) la proportion de brebis maigres avec une note inférieure à 2,75 est importante, il est préférable de constituer un lot qui sera complété. Ce suivi va permettre d'ajuster l'alimentation afin d'avoir des poids d'agneaux corrects et une quantité de lait adaptée.

### Utiliser les ressources du territoire

L'automne peut permettre de trouver des solutions à l'intérieur ou à l'extérieur de l'exploitation afin de pâturer le plus longtemps possible pour réduire la période en bâtiment. Des cultures dérochées sont de plus en plus semées et les ovins sont une solution idéale pour les détruire lorsque les conditions le permettent. Les éleveurs bovins et surtout laitiers ne peuvent généralement pas valoriser des pousses tardives et un partenariat peut être trouvé. A cette période, il faut privilégier le pâturage car souvent les quantités de fourrage ne permettent pas de supporter les coûts de récolte (généralement en enrubanné). Les brebis agnelant en fin d'hiver ou au printemps peuvent rester en pâture avec un chargement faible à la condition de surveiller l'état corporel et de les compléter suivant leur besoin. Pour les luttes d'automne, il faut réaliser un flushing si la quantité d'herbe disponible est insuffisante pour ne pas pénaliser la production de 2016.

Mise en lutte d'automne : ne pas négliger ces animaux, c'est le revenu de demain

Evaluer l'état d'engraissement des brebis pour faire des lots et adapter le flushing :

- Lot de brebis maigres (note inférieur à 2,5) : apport de 600 g de céréales pendant 6 semaines avant la mise en lutte, en plus des besoins d'entretien et 300 g pendant 6 semaines après l'introduction du bélier.
- Lot de brebis en bon état (note 2,5 à 3) : apport de 300 g de céréales pendant 3 semaines avant la mise en lutte et pendant 6 semaines après l'introduction du bélier.
- Pas de flushing pour des brebis grasses (note supérieur à 3).

Cette pratique en complément des recommandations de mise en lutte (déparasitage, tonte, aptitudes du bélier, ...) assure une bonne fertilité et prolificité pour un coût de 2,6 € par brebis, avec un gain de productivité régulièrement observé.

### Une approche de votre bilan fourrager :

Avec une consommation moyenne de 1,8 kg MS / brebis / jour (2,2 kg MS/brebis/j pour des brebis en lactation et 1,5 kg MS/brebis/j en entretien), les besoins sont de 320 kg MS / brebis en système bergerie (pour 180 jours d'hivernage) et 220 kg MS / brebis en système herbager (pour 120 jours d'hivernage).

### Ajuster les rations

En cas de déficit fourrager, Il est impératif de réserver les fourrages de qualité aux animaux à fort besoin (brebis en fin de gestation ou en lactation). Une substitution avec de la paille appétante est adaptée pour les agneaux à l'engraissement ou les brebis à l'entretien si une auge est disponible pour la distribution des concentrés.

Exemples de rations à base de paille offerte à volonté (quantité de concentré en kg/brebis/jour)

	Brebis vide ou milieu de gestation	1 seul agneau allaité		2 agneaux allaités	
		Début lactation	Fin lactation	Début lactation	Fin lactation
<b>Céréales</b>	0.5	1	0.9	1.5	1.2
<b>Tourteau de colza</b>	0	0.3	0.2	0.5	0.3
<b>Minéraux type 7/21</b>	0.01	0.02	0.02	0.03	0.03

Si la quantité de concentré dépasse 1,2kg, il faut fractionner en deux distributions.



# CONJONCTURE OVINE 2015 : UNE ANNÉE FAVORABLE POUR LA PRODUCTION D'AGNEAUX DE BERGERIE

Une estimation des résultats économiques 2015 a été faite sur 4 systèmes d'élevage avec production ovine dans le grand Est.

Les marges brutes par brebis progressent de 8 à 11 % pour les systèmes bergerie, alors qu'en systèmes herbagers (impactés par la sécheresse de l'été 2015) elles baissent de 3 à 6 %.

Les résultats économiques globaux sont confortés par l'atelier cultures, avec une progression de l'EBE de 8 %. Pour les exploitations très herbagères, les résultats de l'atelier sont en baisse sachant que les aides du second pilier peuvent compenser ou accentuer cette diminution de revenu.

## L'année climatique 2015

Le printemps a été favorable à une bonne pousse de l'herbe permettant une mise à l'herbe précoce et des rendements en qualité et en quantité en 1ère coupe, ce qui a permis de conforter les stocks fourragers.

Ensuite, toutes les régions furent impactées par une longue période sans pluie et des températures très élevées. Les prairies ont grillé, nécessitant un affouragement des brebis durant tout l'été avec des reports de stocks (foin / enrubanné) et des concentrés pour les mises en lutte d'été. La finition des agneaux d'herbe a nécessité également une distribution de concentrés supplémentaires.

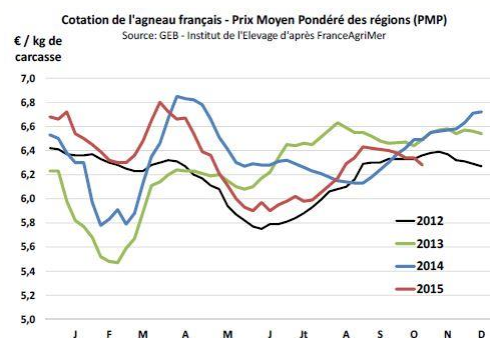
Les pluies arrivées tardivement fin août ont permis une repousse significative de l'herbe seulement fin septembre ainsi que la pousse de dérobées suivant la pluviométrie. Cela a permis une bonne préparation à l'herbe des brebis pour la lutte et quelques 2ème coupes récoltées en enrubanné.

Les rendements observés en régions en 2015 sont bons en céréales d'hiver (+ 6 qx / ha en blé et OH) et en baisse pour les cultures de printemps ( - 16 qx/ha en maïs grains), même si leurs impacts sont variables selon les exploitations.

## Hausse du prix des agneaux de bergerie

Le cours français de l'agneau a bondi dans les semaines précédant Pâques, arrivé deux semaines plus tôt que l'année dernière. Comme en 2014, l'effet de la hausse de la demande sur les prix a été exacerbé par l'insuffisance de l'offre nationale et des prix à l'importation élevés. Après Pâques, le recul des cours est plus marqué qu'en 2014.

En automne, la forte dévalorisation du 5ème quartier, la pression des imports sur les prix et la baisse de consommation en France ne permettent pas de maintenir les cours à la hauteur de 2014.



## Les aliments du commerce en baisse ...

La baisse du prix des aliments achetés amorcée depuis la fin de l'été 2013 se poursuit en 2015. Ainsi on observe, une baisse moyenne de l'ordre de 6 % (soit 10 à 25 € / tonne par rapport à 2014).

### ... mais avec une consommation supérieure en été

Les systèmes avec finition d'agneaux à l'herbe sont les plus impactés par les conséquences de la sécheresse. Ce qui représente 23 kg de concentré pour le couple brebis-agneaux soit un surcoût de 5 € / brebis. En système bergerie, le surcoût de l'alimentation (mise en lutte) n'est que de 1 € / brebis.

### Des résultats en baisse pour les systèmes herbagers

Le maintien des cours de l'agneau n'a pas permis de compenser la hausse des charges d'alimentation (complémentation des agneaux), ainsi la marge brute baisse de 3 à 6€/brebis.

L'efficacité économique (EBE/PB) reste stable (baisse inférieure à 1 point) de même que le disponible par UMO.

Il faut souligner que selon les départements et la caractéristique de l'exploitation, les aides du second pilier (ICHN, MAEC) peuvent accentuer ou compenser cette baisse de revenu. En effet, les exploitations herbagères hors zone défavorisée ne toucheront plus la PHAE mais peuvent compter sur des MAEC. En revanche, les exploitations en zone défavorisées peuvent toucher à la fois des MAEC et une ICHN revalorisée.

### Une conjoncture favorable pour les systèmes céréales-ovins

Globalement, les rendements et la qualité sont en hausse en cultures d'hiver par rapport à l'année précédente. On observe une augmentation du prix pour le colza (+ 30 €/t) et le maïs grains (+ 20 €/t). Le produit des exploitations céréales-ovins est relativement stable (+ 1 à + 3%). Malgré une augmentation des aides ovines, le montant global des aides de l'exploitation baisse de 3 à 5 %. C'est l'augmentation des ventes cultures et dans une moindre mesure des ovins qui conforte le produit.

Avec des charges stables voire même légèrement inférieures, l'EBE progresse de 7 à 8%, ce qui se traduit par une augmentation du disponible /UMO de 12%, soit +3 000 € par rapport à 2014.

Tableau 1 :

Impacts de la conjoncture économique 2015 à système constant  
Comparaison aux résultats de 2014

(Cas types réseau ovins viande de l'Est)

	Herbager avec production d'agneaux d'herbe		Herbager avec production mixte d'agneaux		Ovins + Cultures avec production mixte d'agneaux		Cultures + ovins avec production d'agneaux de bergerie	
Avec impact climatique								
<b>SAU</b>	75		170		150		170	
dont herbe	75		150		69		35	
dont cultures de vente	0		20		81		135	
<b>Brebis</b>	630		1000		550		400	
<b>Chargement</b>	1.3		1.1		1.25		1.8	
<b>UMO</b>	1.3		2		1.5		1.5	
<b>Résultats Exploitation (€)</b>	<b>2015*</b>	<b>2015/14</b>	<b>2015*</b>	<b>2015/14</b>	<b>2015</b>	<b>2015/14</b>	<b>2015</b>	<b>2015/14</b>
<b>Produit brut</b>	138 439 €	1%	214 962 €	0%	211 527 €	3%	251 271 €	1%
dont ventes ovines	92 243 €	2%	127 717 €	1%	71 823 €	1%	54 437 €	1%
dont cultures	0 €		19 955 €	11%	92 675 €	7%	147 183 €	4%
dont soutiens et primes	46 196 €	-1%	67 290 €	-4%	47 030 €	-3%	49 651 €	-5%
dont aide ovine	17 660 €	7%	25 250 €	5%	14 338 €	8%	10 500 €	9%
<b>Charges opérationnelles</b>	37 291 €	3%	70 843 €	5%	70 285 €	0%	86 161 €	-1%
dont concentrés	20 712 €	2%	41 688 €	9%	25 664 €	2%	20 459 €	-4%
dont charges cultures	0 €		7 379 €	0%	30 826 €	0%	54 881 €	0%
<b>Charges de structure</b>	39 821 €	-1%	71 771 €	-2%	65 222 €	0%	83 334 €	-2%
<b>EBE</b>	61 327 €	1%	72 348 €	-2%	76 020 €	8%	81 776 €	7%
EBE / PB	44%	=	34%	- 1 pt	36%	- 2 pts	33%	- 2 pts
Disponible/UMO	33 331 €	1%	22 201 €	-3%	32 347 €	12%	32 741 €	12%
Marge brute OV € / brebis	106 €	-3%	90 €	-6%	85 €	8%	84 €	11%

## Perspective 2016

Le prix de l'agneau au début de 2016 devrait être inférieur aux années précédentes. En effet, le prix fin 2015 est déjà inférieur aux 3 dernières années, la consommation poursuit sa chute et il y a un risque d'offre importante au 1er trimestre (avec l'arrivée sur le marché des agneaux laitiers du Sud non exportés pour cause de FCO). Pour les éleveurs sélectionneurs en zone FCO, les contraintes pour commercialiser les reproducteurs occasionnent des surcoûts (vaccination, marché perdu à l'export, retard dans livraisons, ...)

Dans ce contexte, l'impact sera minimisé par la poursuite de la baisse du coût des aliments du commerce et du carburant. D'autre part, la campagne d'agnelage d'automne 2015 laisse entrevoir une bonne productivité, élément déterminant du revenu.



*2015 : une année bénéfique pour la production d'agneaux de bergerie*

## DIFFUSION DANS LA PRESSE REGIONALE DES RESEAUX D'ELEVAGE

ANNEE 2015

Ce document rassemble 13 articles produits collectivement dans le cadre du dispositif Inosys Réseaux d'élevage de l'Est de la France : dispositif partenarial de recherche-développement entre les Chambres d'Agriculture et l'Institut de l'Élevage. Pour les trois filières (Bovin lait, Bovin viande et Ovin), ces articles sont diffusés régulièrement grâce aux journaux agricoles départementaux d'Alsace, de Champagne-Ardenne et de Lorraine. Les articles produits par l'équipe ovine sont également diffusés par les journaux agricoles francs-comtois.

La nature des articles proposés reflète l'activité des réseaux d'élevage faite à la fois de suivis d'exploitations inscrits dans le temps et donnant lieu à la production de références techniques et économiques, mais aussi de thématiques particulières en lien avec la conjoncture. C'est ainsi qu'en 2015, nous avons suivi tout particulièrement la sécheresse qui a durement frappé les élevages de la région en tentant d'apporter des réponses techniques et stratégiques aux questions des éleveurs. Cet aléa climatique a affecté les revenus de l'année que nous avons estimés pour chacune de nos trois filières animales. Nous nous sommes attachés aussi à faire témoigner des éleveurs porteurs d'innovations réussies au niveau de leur système d'exploitation.

Février 2016

Document édité  
par l'Institut de l'Élevage  
149 rue de Bercy  
75595 Paris Cedex 12  
[www.idele.fr](http://www.idele.fr)

Référence idele : 00 16 910 001



**Inosys-Réseaux d'Élevage est un réseau de compétences, déployé sur l'ensemble du territoire français, qui associe près de 1500 éleveurs et 240 ingénieurs des Chambres d'agriculture et de l'Institut de l'Élevage.** Il repose sur le suivi d'exploitations volontaires, représentant la diversité des systèmes d'élevages herbivores. Cet observatoire des pratiques, de la contribution au développement durable et de l'évolution de l'élevage constitue une véritable infrastructure de recherche et développement. Ses nombreuses productions, sous forme de références ou d'outils de diagnostic et de conseil, aident à raisonner des projets d'installation et alimentent les actions de conseil. Le dispositif permet de simuler ou d'évaluer l'impact de politiques publiques, de changements réglementaires, d'aléas climatiques ou de marchés. Ce réseau permet en outre de diffuser largement sur le terrain le savoir et les outils nécessaires à l'appropriation de nouvelles problématiques, comme par exemple les enjeux de l'agroécologie. En ce sens il contribue largement à la formation continue des éleveurs et de leurs conseillers.

### LES PARTENAIRES FINANCIERS

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des fermes suivies dans le cadre du dispositif Inosys Réseaux d'Élevage (socle national), ainsi que la construction de l'expertise en équipes et le repérage de systèmes d'exploitations innovants, bénéficient d'un soutien financier du Ministère de l'Agriculture (CASDAR), dans le cadre du PNDAR et des PRDAR.

D'autres sources de financement sont mobilisées pour le suivi de fermes choisies à l'échelle régionale (socles régionaux) ou pour des travaux spécifiques sur des thèmes porteurs d'enjeux d'avenir.

*La responsabilité du Ministère chargé de l'agriculture ne saurait être engagée vis-à-vis des analyses et commentaires développés dans cette publication.*



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
«développement agricole et rural»